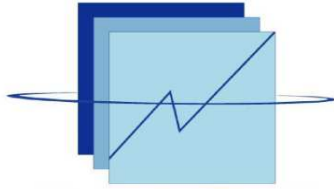


REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN



ANSD
Agence Nationale de
la Statistique et de la Démographie

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DES MINES

Direction du Redéploiement Industriel
(DRI)

Rapport final de l'enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal

Mars 2017

Equipe de direction

Fonction	Prénoms et nom
Directeur Général	Aboubacar Sédikh BEYE
Directeur Général Adjoint (DGA)	Babacar NDIR
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale (DSECN)	Mbaye FAYE
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines (DAGRH)	Djibril Oumar LY
Directeur du Management de l'Information Statistique (DMIS)	Mamadou NIANG
Chef de la Cellule de Gestion des Partenariats (CGP)	Astou TOURE
Agent Comptable Particulier (ACP)	Yatma FALL
Chef de la Division des Statistiques Economiques (DSE)	Fahd Abdel Aziz Moussa NDIAYE
Chef du Bureau des Statistiques d'Entreprises	Insa SADIO

Equipe de rédaction

Fonction	Prénoms et nom
Résumé, introduction, recommandations et conclusion	Insa SADIO
Section 1 : Contexte, Justification, Objectifs et Méthodologie	Papa Samba FALL
Section 2 : Conditions d'activités des industries	Madiop GUEYE
Section 3 : Investissement, chiffre d'affaires, valeur ajoutée et main d'œuvre des industries	Mamadou BALDE
Section 4 : Besoin de financement des entreprises	Jean Paul DIAGNE
Section 5 : Forces, faiblesses, opportunités et contraintes	Papa Samba FALL
Section 6 : Perspectives	Jean Paul DIAGNE

Comité technique

L'enquête a été exécutée sous la conduite d'un comité technique composé de Messieurs Fahd Abdel Aziz Moussa NDIAYE ; Insa SADIO ; Papa Samba FALL ; Madiop GUEYE ; Mamadou BALDE et Jean Paul DIAGNE

AVANT PROPOS

L'Enquête sur l'état des lieux de l'industrie a été exécutée par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) sur commande du Ministère de l'Industrie et des Mines. Elle a été réalisée sur la base d'un Protocole d'Accord signé entre les deux structures pour avoir une visibilité sur l'état des unités industrielles.

Cette opération entre dans le cadre de la deuxième phase de l'étude sur l'état des lieux de l'industrie dont l'objectif est de diagnostiquer le secteur industriel à travers sa position interne et externe, sa dynamique d'investissement et d'innovation. A cet égard, ses outils sont inspirés des enquêtes déjà exécutées dans d'autres pays comme le Maroc, la France, etc. La base de sondage est constituée de l'ensemble des entreprises du secteur moderne enregistrées au Centre Unique de Collecte de l'Information (CUCI). Le questionnaire a porté sur : (i) les informations générales ; (ii) l'évolution des principaux indicateurs ; (iii) les atouts et opportunités, les contraintes et menaces ; (iv) le besoin de financement, et (v) les perspectives.

Aussi, ce rapport présente-t-il la situation de l'industrie sénégalaise en procédant à une analyse descriptive des résultats à travers les principaux indicateurs. C'est ici le lieu pour nous, d'exprimer toute notre gratitude et toute notre reconnaissance au Ministère de l'Industrie et des Mines pour avoir fait confiance à l'ANSD dans la conduite de cette étude.

Nous adressons nos sincères remerciements aux responsables d'entreprises qui ont bien voulu remplir dûment les questionnaires, pour leur disponibilité et la qualité de leurs réponses, mais surtout, pour le temps précieux qu'ils nous ont consacré.

Au personnel de terrain, nous adressons également nos remerciements pour la qualité de leurs prestations et le sérieux dans le travail, malgré les conditions de travail difficiles.

Nous adressons nos félicitations à toute l'équipe de l'ANSD chargée de la coordination technique et de la réalisation de l'enquête, pour sa détermination et son dévouement, sans lesquels cette enquête n'aurait pas été possible.

Le Directeur Général de l'Agence Nationale
de la Statistique et de la Démographie

Aboubacar Sédikh BEYE

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS.....	2
SIGLES ET ABREVIATIONS	5
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	6
RESUME	7
INTRODUCTION	9
Section 1 : CONTEXTE, JUSTIFICATION, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ENQUETE	10
1.1 Contexte et justification	10
1.2. Objectifs de l'étude	10
1.3 Méthodologie de l'enquête.....	11
1.3.2 Probabilités d'inclusion.....	11
1.3.3 Représentativité de l'échantillon.....	12
1.3.4 Calcul des coefficients d'extrapolation.....	12
Section 2 : CONDITIONS D'ACTIVITES DES INDUSTRIES	14
2.1. Caractéristiques sociodémographiques des principaux dirigeants des entreprises et l'actionariat dans l'industrie.....	14
2.1.1. Caractéristiques sociodémographiques des principaux dirigeants des entreprises.....	14
2.1.2. Actionariat dans l'industrie	15
2.2. Motifs d'implantation et niveau de satisfaction, changement d'orientation et principaux clients dans le secteur industriel.....	16
2.2.1. Principaux motifs d'installation des entreprises industrielles.....	16
2.2.2. Changement d'orientation dans le secteur industriel	18
2.2.3. Principaux clients des entreprises industrielles	19
2.3. Qualité de la production de l'industrie sénégalaise	19
2.3.1. Connaissance des normes et bonnes pratiques de production au Sénégal.....	19
2.3.2. Distinctions, agréments, certifications et labels des entreprises	20
2.3.3. Technologie de production.....	20
2.4. Environnement des affaires, agréments UEMOA et CEDEAO et relations avec les centres de recherche	22
2.4.1. L'environnement des affaires	22
2.4.2. Détention d'agréments régionaux et nationaux	22
2.4.3. Relations des entreprises avec les centres de recherche.....	23
2.4.4 Analyse multidimensionnelles des conditions d'activités	23
Section 3 : INVESTISSEMENT, CHIFFRE D'AFFAIRES, VALEUR AJOUTEE ET MAIN D'ŒUVRE DES INDUSTRIES.....	25
Section 4 : BESOIN DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES	28
Section 5 : ATOUS ET OPPORTUNITES, CONTRAINTES ET MENACES	30
5.1. Forces de l'industrie	30

5.2 Opportunités de l'activité industrielle.....	31
5.3 Faiblesses de l'industrie	32
5.4 Contraintes de l'industrie	33
5.5 Domaines où les contraintes sont les plus fortes	35
Section 6 : PERSPECTIVES.....	37
RECOMMANDATIONS.....	39
CONCLUSION.....	40

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACM : Analyse factorielle des Correspondances Multiples

AFRISTAT : Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

CA : Chiffre d'Affaires

CEDEAO : Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CUCI : Centre Unique de Collecte de l'Information

GE : Grande Entreprise

HACCP : Hazard Analysis Critical Control Point

IDE : Investissements Directs Etrangers

ME : Moyenne Entreprise

NAEMA : Nomenclature d'Activité des Etats Membres d'AFRISTAT

PE : Petite Entreprise

SPAD : Système portable d'Analyse des Données

SYSCOA : Système Comptable Ouest Africain

SWOT : Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

VA : Valeur Ajoutée

ZI : Zone Industrielle

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste des Graphiques

Graphique 1 : Niveau d'études des dirigeants selon le sexe.....	14
Graphique 2 : Répartition de l'actionnariat du secteur industriel (en %).....	15
Graphique 3 : Description du propriétaire (ou principal actionnaire) (en %).....	16
Graphique 4 : Niveau de satisfaction du choix d'implantation des entreprises (en %).....	18
Graphique 5 : Motifs de changement d'orientation.....	18
Graphique 6 : Raison de fermeture d'un ou des locaux (en %).....	19
Graphique 7 : Principaux clients de l'industrie (en %).....	19
Graphique 8 : Obtention des distinctions, certificats et labels (en %).....	20
Graphique 9 : Niveau de détention du même savoir-faire par d'autres entreprises (en %).....	21
Graphique 10 : Lieu d'acquisition des nouvelles technologies (en %).....	21
Graphique 11 : Jugement du niveau de sécurité de l'environnement des affaires (en %).....	22
Graphique 12 : Conditions d'activités des industries.....	24
Graphique 13 : Evolution du chiffre d'affaire selon la taille des entreprises (en %).....	25
Graphique 14 : Evolution de l'investissement.....	26
Graphique 15 : Evolution de la valeur ajoutée.....	27
Graphique 16 : Demandes de financement des entreprises selon la taille.....	28
Graphique 17 : Résultats de la recherche de financement selon la taille de l'entreprise.....	29
Graphique 18 : Forces des entreprises industrielles.....	31
Graphique 19 : Opportunités de l'activité industrielle.....	32
Graphique 20 : Faiblesses de l'activité industrielle.....	33
Graphique 21 : Contraintes de l'activité industrielle au Sénégal.....	33
Graphique 22 : Evolution du chiffre d'affaires selon la taille des entreprises.....	37
Graphique 23 : Evolution de l'investissement matériel selon le secteur d'activités.....	37

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des entreprises enquêtées selon la taille et le secteur d'activité.....	13
Tableau 2 : Répartition des unités industrielles selon le sexe du dirigeant (en %).....	15
Tableau 3 : Principaux motifs de l'installation de l'entreprise dans une localité.....	17
Tableau 4 : Répartition du principal motif d'implantation selon la taille des entreprises.....	17
Tableau 5 : Contraintes des industries par branche d'activité.....	35
Tableau 6 : Analyse SWOT.....	36

RESUME

L'enquête sur l'état des lieux de l'industrie a été effectuée à partir d'un échantillon tiré de la base du Centre Unique de Collecte de l'Information (CUCI) qui répertorie les unités du secteur formel ayant déposé au moins une fois un état financier à l'ANSD. Il a permis de recueillir à partir d'un questionnaire essentiellement qualitatif, les appréciations des chefs d'entreprise sur les conditions d'activités, l'évolution de leur activité durant les dernières années ainsi que leurs anticipations quant aux perspectives pour les prochaines années.

L'actionnariat dans le secteur industriel est majoritairement composé des ménages sénégalais (49,6%) tandis que le privé étranger représente 12,6%. Quant aux entreprises sénégalaises, elles détiennent seulement 4,5% des parts de l'actionnariat global derrière les entreprises étrangères qui en détiennent 5,6%. L'analyse du niveau d'études des principaux responsables d'entreprises selon le sexe montre que les femmes dirigeantes d'entreprises ont au moins obtenu le baccalauréat.

Concernant les bonnes pratiques, 69,4% des industries connaissent les normes de production tandis que 30,6% n'en ont aucune connaissance. En matière de recherche et développement, un petit nombre d'entreprises s'est investi dans ce domaine. Il s'agit principalement de moyennes entreprises.

L'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires des trois dernières années révèle que près du tiers des entreprises du secteur industriel, principalement des petites entreprises, ont enregistré une baisse de cet indicateur. Vingt-deux pourcent (22%) des entreprises, notamment des moyennes, ont vu leur chiffre d'affaires augmenter alors qu'il est resté stable pour près de 25%. Quant au reste des entreprises, leur chiffre d'affaires a évolué en dents de scie. Pour plus de 65% des entreprises industrielles, la totalité du chiffre d'affaires est réalisée à l'intérieur du pays et moins de 1% ont entièrement réalisé leur chiffre d'affaires à l'extérieur en 2015.

En termes d'effectifs salariés, 39% des entreprises du secteur de l'industrie ont un effectif compris entre 10 et 50 salariés. Plus de 35% ont un effectif inférieur à 10 salariés. La proportion d'entreprises employant un effectif salarié compris entre 100 et 500 est de 10%. Celles employant plus de 500 salariés font moins de 3%. Les effectifs sont restés stables pour plus de 48% des entreprises. Ils ont évolué à la hausse pour 25% des entreprises contre 20% pour lesquelles le nombre de salariés a baissé. Concernant la qualification du personnel, plus de 55% des entreprises emploient au moins un cadre supérieur. Des cadres moyens, des techniciens supérieurs, des ouvriers et des travailleurs saisonniers sont également employés mais avec un taux plus élevé pour les techniciens supérieurs et plus faible pour les travailleurs saisonniers.

S'agissant de la recherche de financement, les résultats montrent que 42,5% des entreprises en ont fait, notamment les grandes (52,6%) et les moyennes (47,9%). Parmi les entreprises qui ont recherché un financement, 77,3% l'ont effectué pour des besoins d'investissement corporel

constitué des dépenses portant sur les machines, les bâtiments, etc. Ceci s'explique par le fait que ce type d'investissement demande souvent beaucoup de moyens. Les recherches de financement des entreprises aboutissent dans la majorité des cas. En effet, 75,4% des entreprises qui ont recherché un financement ont eu un succès (total ou partiel).

La capacité d'adaptation, le respect des normes internationales, la qualité des produits et le profil des travailleurs sont les principales forces de l'industrie. Par ailleurs, la situation géographique, la disponibilité de matières premières, les infrastructures de qualité, le système financier et la qualité de la formation constituent les opportunités de l'industrie tandis que les faiblesses et les contraintes se résument au manque de fonds propres, aux difficultés d'approvisionnement en matières premières, à l'insuffisance de l'équipement et de la demande, à la concurrence et au coût des facteurs de production. Ainsi, les leviers pour développer le secteur industriel sont :

- l'innovation ;
- l'amélioration des compétences et le développement des savoirs ;
- le renforcement de la structuration des filières industrielles ;
- la réalisation d'infrastructures de qualité ;
- le renforcement des zones économiques spéciales.

INTRODUCTION

Le Ministère de l'Industrie et des Mines et l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie ont signé une convention pour la réalisation d'une étude dont le but est de dresser un état des lieux de l'industrie sénégalaise, face à des chiffres défavorables et des appréhensions fortes liées au contexte économique. L'étude a été scindée en deux parties : (i) une enquête auprès d'industriels et (ii) une étude de la compétitivité industrielle.

L'enquête sur l'état des lieux du secteur industriel permet de recueillir à partir d'un questionnaire essentiellement qualitatif, les appréciations des chefs d'entreprise sur l'évolution de leur activité durant les années écoulées ainsi que leurs anticipations quant aux perspectives pour les prochaines années.

Elle a pour objet de suivre l'évolution des principaux indicateurs ou déterminants de l'activité des entreprises et de faire une analyse SWOT. Elle a pour cible les entreprises relevant des sections B (activités extractives), C (activités de fabrication), D (production et distribution d'électricité et de gaz) et E (production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution) de la Nomenclature des Activités des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA).

L'échantillon a été construit à partir de la base du Centre Unique de Collecte de l'Information (CUCI.). Trois strates (petites entreprises, moyennes entreprises, grandes entreprises) ont été retenues sur la base du chiffre d'affaires. Chaque strate est constituée de branches d'activités.

Ce présent rapport présente les résultats issus de l'enquête et s'articule autour de six (06) sections. La première présente le contexte, les objectifs et la méthodologie, la deuxième évoque les conditions d'activités, la troisième donne l'évolution récente des principaux indicateurs économiques (investissement, chiffre d'affaires, valeur ajoutée, main d'œuvre), et la quatrième a trait aux besoins de financement. Les deux dernières sections sont axées sur les atouts et opportunités, les contraintes et les menaces ainsi que les perspectives.

Section 1 : CONTEXTE, JUSTIFICATION, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

1.1 Contexte et justification

Le Gouvernement s'est fixé comme priorité la mise en place de politiques publiques permettant l'émergence en 2035 avec une société solidaire dans un Etat de droit. L'une des actions est d'installer l'économie sur une trajectoire de croissance forte, inclusive, durable, créatrice d'emplois et préservant l'environnement et les ressources. Le développement de l'entreprise est au cœur des préoccupations du Gouvernement qui mise sur l'émergence d'une économie compétitive et dynamique, portée par le secteur privé et capable de développer durablement la croissance économique et de créer de nombreux emplois.

La compétitivité de l'économie est donc l'une des préoccupations majeures de l'Etat. Le développement industriel, notamment la compétitivité industrielle, est un levier important sur lequel le Sénégal devra s'appuyer pour réaliser ses objectifs en termes de développement humain, économique et social. Nonobstant les nombreuses contraintes auxquelles elle est confrontée, l'industrie sénégalaise possède des opportunités liées à la position stratégique et à la stabilité du pays. En outre, l'appartenance à des organisations communautaires (UEMOA et CEDEAO) offrant des possibilités d'accès à des marchés élargis et la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent qui est le référentiel de la politique économique et sociale à moyen terme, constituent un atout considérable.

Cependant, l'industrie sénégalaise a souffert ces dernières années de l'absence d'une politique claire imputable en particulier à une connaissance insuffisante du secteur, de sa dynamique et de l'évolution des tendances sectorielles à l'échelle mondiale. Dans ce cadre, une première étude a fait l'état des lieux du secteur à travers l'analyse de l'évolution récente de l'activité industrielle. Après cette première phase, le présent rapport est surtout orienté vers l'étude de la compétitivité, l'approfondissement de la réflexion sur les résultats et une proposition de recommandations et de pistes de solutions.

1.2. Objectifs de l'étude

L'objectif de la présente étude est d'analyser la performance du tissu industriel sénégalais afin de mieux identifier les objectifs à atteindre à moyen et long terme.

De manière spécifique, il s'agit de :

- diagnostiquer le secteur industriel à travers les conditions d'activités, l'évolution récente des principaux indicateurs économiques (investissement, chiffre d'affaires, valeur ajoutée, main d'œuvre) et le besoin de financement ;
- analyser les atouts et opportunités, les contraintes et les menaces ;
- dégager des perspectives à même de redonner au pays une véritable ambition industrielle.

1.3 Méthodologie de l'enquête

La stratification est l'une des meilleures manières d'introduire une information auxiliaire dans une enquête afin d'augmenter la précision des estimateurs. L'information auxiliaire (ici le chiffre d'affaires) permet de découper la population en trois (03) strates (classes, sous-populations).

- les strates sont fortement homogènes : au sein de chaque strate, les valeurs du chiffre d'affaires (CA) sont peu dispersées ;
- la dispersion du CA se fait surtout entre les strates (fortes différences d'une strate à l'autre quant aux valeurs prises par le CA).

Trois strates ont été retenues sur la base du chiffre d'affaires annuel. Les entreprises qui ont un CA inférieur à 100 millions sont dénommées « petites entreprises », celles qui ont un CA compris entre 100 millions et 5 milliards (exclus) sont les « moyennes entreprises » et celles ayant un CA supérieur ou égal à 5 milliards sont les « grandes entreprises ». La base de sondage est le répertoire 2014 du Centre Unique de Collecte de l'Information (CUCI) qui compte 1 141 entreprises industrielles du secteur moderne, réparties comme suit : 514 petites entreprises, 543 moyennes entreprises et 84 grandes entreprises.

1.3.1 Taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon prend en compte la population considérée, le niveau de précision souhaité (5% d'erreur) et le taux de réponse (supposé égal à 50%)¹ :

$$n = \frac{1}{1 - t_{NR}} \left[\frac{1}{N} + \frac{N-1}{N} \frac{1}{PQ} \left(\frac{k}{z_{1-\alpha/2}} \right)^2 \right]^{-1}$$

avec N = taille de la population, P = proportion estimée de la population éligible, $Q = 1 - P$, k = le niveau de précision, $z_{1-\alpha/2}$ = le quantile d'ordre α de la loi $N(0, 1)$, t_{NR} = le taux de non réponse.

L'échantillonnage stratifié permet de diviser la population d'étude en sous-groupes d'intérêt homogènes en leur sein et hétérogènes entre eux en fonction de certaines caractéristiques arrêtées à l'avance. Afin de respecter l'homogénéité entre strate, le même taux de sondage n/N est appliqué dans les trois sous populations d'entreprises. Ainsi, la répartition de l'échantillon en strates donne 198 petites, 209 moyennes et 32 grandes entreprises. Au sein de chaque strate, une répartition proportionnelle est appliquée dans les branches d'activités.

1.3.2 Probabilités d'inclusion

Chaque strate est constituée de vingt-quatre (24) branches d'activités de la nomenclature du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) (de 006 à 029). Le tirage aléatoire proportionnel permet d'améliorer un échantillonnage en représentant les unités selon leur importance en termes

¹ Pascal Ardilly, les techniques de sondage, Edition Technip, Paris

de poids. Le nombre d'unités échantillon dans chaque branche est proportionnel au poids de la branche dans la strate. Ainsi, en posant :

n_{ij} = nombre d'unités dans la branche j de la strate i dans l'échantillon

N_{ij} = nombre d'unités dans la branche j de la strate i dans la population

avec $j = 1, \dots, 24$ et $i = 1, \dots, 3$, la probabilité d'inclusion d'une unité échantillon est donnée par :

$$p_{ij} = \frac{n_{ij}}{N_{ij}} \text{ telle que } \sum_{i,j=1}^N p_{ij} = n$$

Il s'en suit que toutes les unités d'une branche de la même strate, qui constituent un sous-groupe, ont une probabilité égale d'être tirée. A ce niveau, les unités sont tirées selon leur contribution dans le sous-groupe et le choix des unités échantillon se base sur le poids de l'unité dans la sous population. Toutefois, puisque certains secteurs d'activités sont peu représentés à la suite de la collecte, il a été opéré à des regroupements de quelques branches d'activités

1.3.3 Représentativité de l'échantillon

La représentativité de l'échantillon ne prend en compte que l'activité et la taille des entreprises et non la localisation géographique. L'échantillon constitué comporte principalement des unités situées à Dakar (387 entreprises dont 165 petites, 191 moyennes et 31 grandes représentant 88,0% de l'échantillon) et dans la région de Thiès pour 7,0% de l'échantillon avec 20 petites, 10 moyennes et une grande. La région de Saint-Louis avec 1,6% du total des unités échantillonnées comptabilise 3 petites et 3 moyennes et une grande entreprises et les régions de Diourbel et de Kaolack totalisent 6 petites entreprises (3 par région) et 2 moyennes entreprises pour la première. Ces cinq régions à elles seules font 98% de l'échantillon.

1.3.4 Calcul des coefficients d'extrapolation

Soit W_{ijk} le poids de l'individu i dans la branche j de la strate k en termes de chiffre d'affaires, n_{kj} le nombre d'unités de la branche j appartenant à la strate k (k = petite, moyenne ou grande entreprise) Alors, si on note $coef_{ijk}$ la probabilité d'inclusion de l'unité i de la branche j dans la strate k , on a : $coef_{ijk} = W_{ijk} * n_{kj} / N_{kj}$ avec N_{kj} le nombre d'entreprises de la branche j de la strate k dans la population. Par conséquent, le coefficient d'extrapolation est : $extrap_{ijk} = 1 / coef_{ijk}$.

Tableau 1 : Répartition des entreprises enquêtées selon la taille et le secteur d'activité

Secteur d'activité	Classe			Total
	GE	ME	PE	
ENERGIE	4	7	2	13
FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES ET DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	3	1	1	5
INDUSTRIE DU BOIS DU PAPIER ET DE L'IMPRIMERIE	1	17	10	28
INDUSTRIES CHIMIQUES	2	12	1	15
INDUSTRIES DES BOISSONS	1	2	2	5
INDUSTRIES DES OLEAGINEUX, DE PRODUITS AMYLACES, TRAVAIL DE GRAINS ET PATES ALIMENTAIRES	3	31	58	92
INDUSTRIES DU CAOUTCHOUC ET PLASTIQUES	1	16	3	20
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1	5	1	7
INDUSTRIES LAITIERES, TRANSFORMATION DE FRUITS ET LEGUMES ET FABRICATION D'AUTRES PRODUITS ALIMENTAIRES	3	12	3	18
INDUSTRIES TEXTILES ET HABILLEMENT	1	3	3	7
METALLURGIE ET TRAVAIL DES METAUX ET INDUSTRIES DIVERSES	1	17	14	32
PRODUCTION DE VIANDE ET DE POISSONS	2	9	2	13
TOTAL	23	132	100	255

Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Section 2 : CONDITIONS D'ACTIVITES DES INDUSTRIES

Les conditions d'activités des entreprises seront analysées à travers les caractéristiques sociodémographiques des principaux dirigeants, l'actionnariat, leur motif d'implantation, leur niveau de satisfaction et les changements d'orientation qui ont été opérés. En outre, il sera examiné la qualité de leur production ainsi que l'environnement des affaires, leurs agréments et les relations avec les centres de recherche.

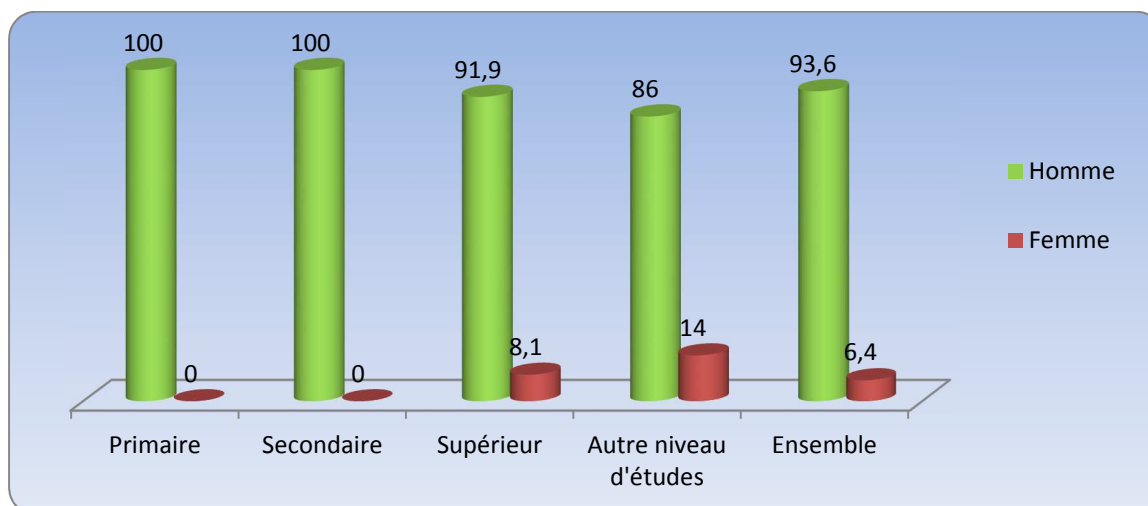
2.1. Caractéristiques sociodémographiques des principaux dirigeants des entreprises et l'actionnariat dans l'industrie

Dans cette section, il sera analysé successivement les caractéristiques sociodémographiques des dirigeants des entreprises et l'actionnariat dans le secteur industriel.

2.1.1. Caractéristiques sociodémographiques des principaux dirigeants des entreprises

Les industries sont essentiellement dirigées par des hommes (93,6%). Ces derniers représentent 91,9% des dirigeants ayant atteint un niveau supérieur. Quant aux femmes dirigeantes d'entreprises, elles ont au moins obtenu le baccalauréat. Toutefois, il faut relever que les femmes ayant effectué d'autres études non académiques s'activent également dans le secteur de l'industrie en tant que dirigeante d'entreprise.

Graphique 1 : Niveau d'études des dirigeants selon le sexe



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

La répartition des unités de production selon le sexe du dirigeant montre que les femmes sont plus présentes dans les petites et moyennes entreprises. L'analyse par sexe des dirigeants d'entreprises selon les branches d'activité révèle que les femmes dirigent 14,9% des industries laitières, transformation de fruits et légumes et fabrication d'autres produits alimentaires 14,8% des industries chimiques et 11,7% des industries de la production de viande et de poissons.

Tableau 2 : Répartition des unités industrielles selon le sexe du dirigeant (en %)

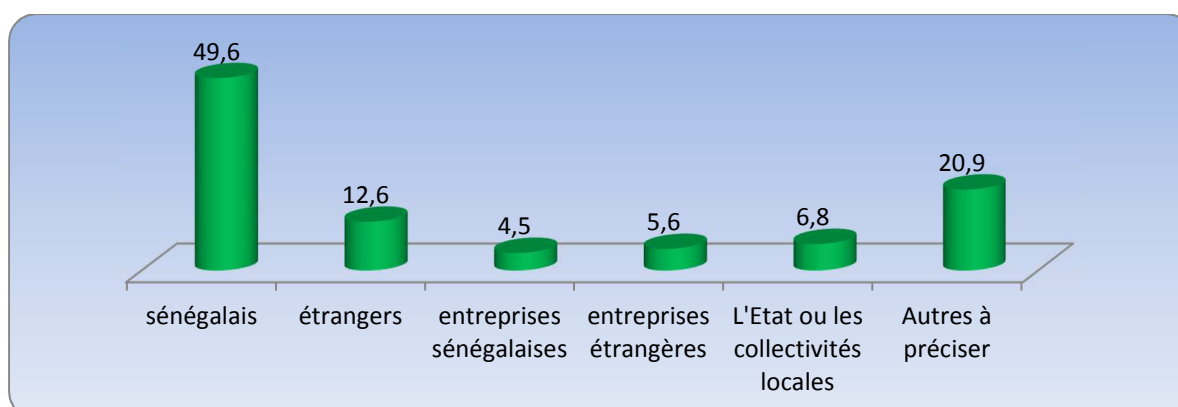
Secteur d'activité	Sexe	
	Femme	Homme
Energie	9,5	90,5
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et de matériaux de construction	0,0	100,0
Industrie du bois du papier et de l'imprimerie	0,0	100,0
Industries chimiques	14,8	85,2
Industries des boissons	0,0	100,0
Industries des oléagineux, de produits amylacés, travail de grains et pâtes alimentaires	6,1	93,9
Industries du caoutchouc et plastiques	8,2	91,8
Industries extractives	0,0	100,0
Industries laitières, transformation de fruits et légumes et fabrication d'autres produits alimentaires	14,9	85,1
Industries textiles et habillement	11,4	88,6
Métallurgie et travail des métaux et industries diverses	7,5	92,5
Production de viande et de poissons	11,7	88,3
Ensemble	6,4	93,6

Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

2.1.2. Actionnariat dans l'industrie

Le secteur de l'industrie est majoritairement détenu par les ménages sénégalais avec 49,6% en moyenne de « l'actionnariat » tandis que les privés étrangers représentent 12,6%. Quant aux entreprises sénégalaises, elles représentent seulement 4,5% de l'actionnariat global derrière les entreprises étrangères (5,6%). Il faut noter que le secteur public caractérisé par l'Etat ou les collectivités locales, dispose d'une part de 6,8%.

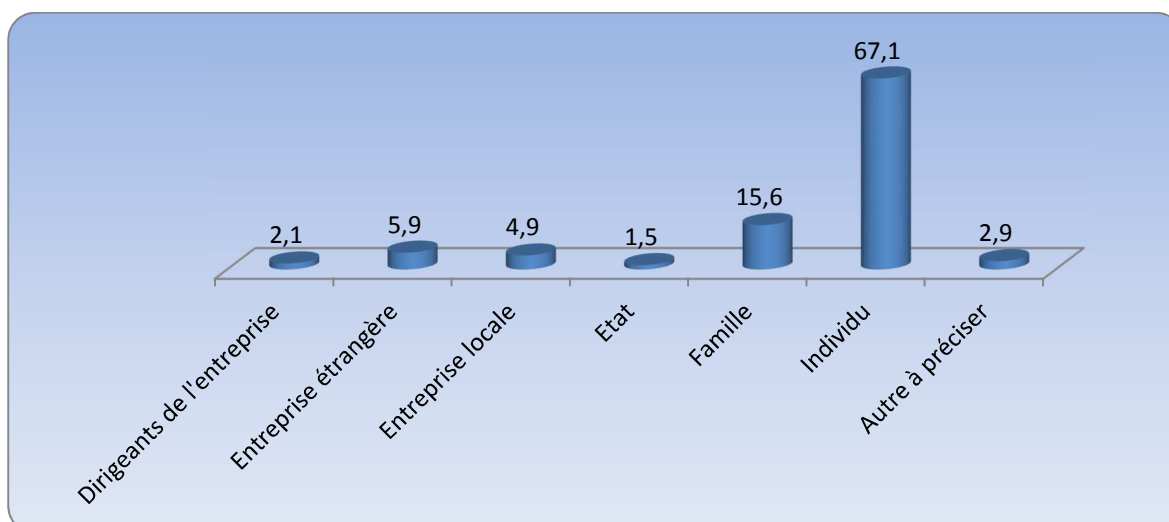
Graphique 2 : Répartition de l'actionnariat du secteur industriel (en %)



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Relativement à la nomination des responsables, le propriétaire ou le principal actionnaire de l'entreprise est le dirigeant dans 84,8% des entreprises. Dans 15,2% des entreprises industrielles, le propriétaire (ou principal actionnaire) n'est pas le dirigeant de l'entreprise.

Graphique 3 : Description du propriétaire (ou principal actionnaire) (en %)



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

2.2. Motifs d'implantation et niveau de satisfaction, changement d'orientation et principaux clients dans le secteur industriel

Dans cette section, il sera examiné les principaux motifs d'installation des entreprises dans les localités, le niveau de satisfaction des entreprises eu égard à leur lieu d'implantation et les changements d'orientation dans le secteur industriel ainsi que les principaux clients des entreprises.

2.2.1. Principaux motifs d'installation des entreprises industrielles

Au titre du premier motif d'installation des industries dans les localités, la proximité des marchés visés constitue la principale raison pour 28,5% des industries. Le lieu de résidence des membres fondateurs est la deuxième raison avec 18,3%. Parmi les autres motifs avancés, 8,6% des entrepreneurs ont choisi la zone industrielle pour installer les locaux de leurs entreprises. Toutefois, les industriels ne privilégient pas beaucoup la qualité des infrastructures et des réseaux de transports (1,6%) et les incitations spécifiques (0,7%) pour l'installation de leurs locaux de production.

La proximité avec les marchés (20,2%) reste toujours le second motif le plus évoqué par les industriels. En revanche, les incitations spécifiques constituent la raison qui motive le moins les industriels dans le choix de leur installation (1,6%).

Le troisième motif évoqué par les industriels demeure la proximité avec les marchés visés (15,1%) suivie de la faiblesse ou de l'inexistence de la concurrence (10,2%). Comme pour le premier et le deuxième motif, les incitations sont les moins considérées par les industriels au moment d'installer leur entreprise.

Tableau 3 : Principaux motifs de l'installation de l'entreprise dans une localité

Principaux motifs	Premier motif	Deuxième motif	Troisième motif
Accès aux matières premières	5,7	6,3	7,2
Dynamisme du tissu industriel local	5,8	5,2	4,5
Faiblesse ou inexistance de la concurrence	5,7	7,9	10,2
Incitation spécifique	0,7	1,6	3,9
Lieu de résidence des membres fondateurs	18,3	4,2	6,4
Ne sait pas	9,2	17,4	22,4
Proximité avec les marchés visés	28,5	20,2	15,1
Qualité de la main d'œuvre	4,1	8,3	6,4
Qualité des infrastructures et des réseaux des transports	1,6	9,7	5,4
Spontané	7,0	8,7	6,5
Zone industrielle	8,6	8,6	4,4
Autre à préciser	4,7	1,8	7,4
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Selon la taille (petite, moyenne et grande), le dynamisme du tissu industriel et l'accès aux matières premières constituent les principaux motifs d'installation des grandes entreprises tandis que la faiblesse ou l'inexistence de la concurrence et une incitation spécifique n'influencent pas beaucoup leur décision. Quant aux moyennes entreprises, elles semblent être plus influencées par la qualité des infrastructures et des réseaux des transports, la proximité avec les marchés visés et la zone industrielle. Il ressort également que la qualité de la main d'œuvre semble peu influencée leur choix d'installation. Quant aux petites entreprises, elles sont plus favorables aux incitations spécifiques, à la faiblesse ou l'inexistence de la concurrence et à la spontanéité pour s'installer dans une localité.

Tableau 4 : Répartition du principal motif d'implantation selon la taille des entreprises

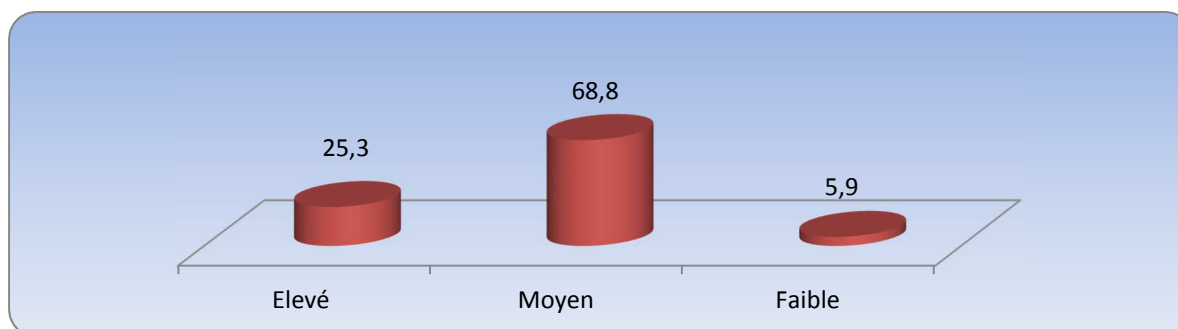
Principal motif d'implantation des entreprises	GE	ME	PE
Accès aux matières premières	34,7	38,9	26,4
Dynamisme du tissu industriel local	35,6	38,4	26,0
Faiblesse ou inexistance de la concurrence	0,0	40,8	59,2
Incitation spécifique	0,0	33,3	66,7
Lieu de résidence des membres fondateurs	2,6	56,2	41,2
Proximité avec les marchés visés	2,2	60,6	37,2
Qualité de la main d'œuvre	15,4	32,7	51,9
Qualité des infrastructures et des réseaux des transports	10,0	90,0	0,0
Spontané	0,0	43,8	56,2
Zone industrielle	10,2	83,3	6,5
Autre à préciser	6,7	61,7	31,7

Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Dans le choix du milieu d'implantation, 46,4% des entreprises ont effectué une étude de marché avant leur implantation dans une localité tandis que 45,3% n'ont effectué aucune investigation.

Relativement au niveau de satisfaction de ce choix d'implantation, il est jugé moyen pour la plupart des entreprises (68,8%) et élevé pour un quart d'entre elles (25,3%) alors que 5,9% seulement le considèrent faible.

Graphique 4 : Niveau de satisfaction du choix d'implantation des entreprises (en %)



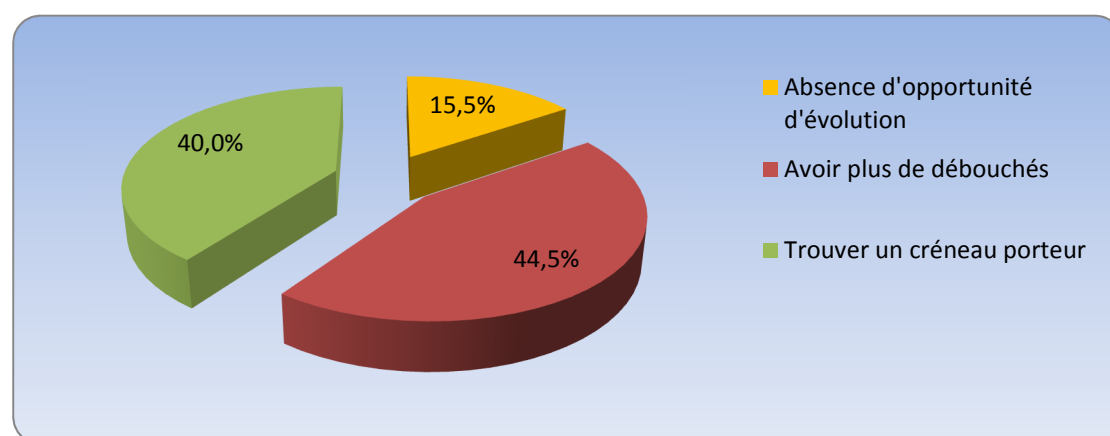
Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

2.2.2. Changement d'orientation dans le secteur industriel

Très peu d'entreprises industrielles ont changé d'orientation. En effet, 94,7% continuent toujours d'exercer leurs activités dans la même lancée par rapport aux années antérieures.

Parmi les entreprises qui ont changé d'orientation, la recherche de débouchés (44,5%) est le principal motif avancé suivi de la prospection d'un créneau porteur (40,0%). En outre, 15,5% des entreprises ont eu à changer d'orientation à cause d'une absence d'opportunité d'évolution.

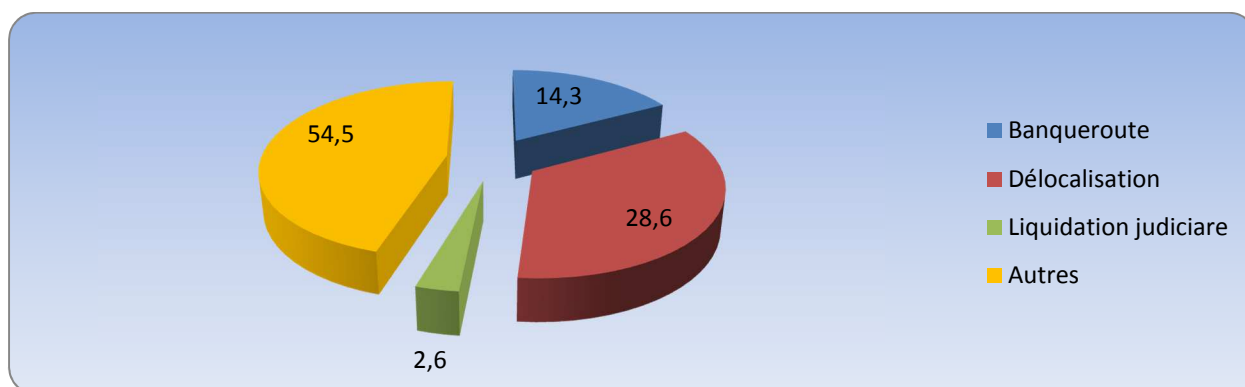
Graphique 5 : Motifs de changement d'orientation



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Certaines entreprises (9,2%) ont eu à fermer un ou des locaux. Parmi celles-ci, 2,6% ont procédé à une liquidation judiciaire, 28,6% ont délocalisé un ou plusieurs sites tandis que la fermeture de lieux de production de 14,3% d'entre elles est causée par une banqueroute.

Graphique 6 : Raison de fermeture d'un ou des locaux (en %)



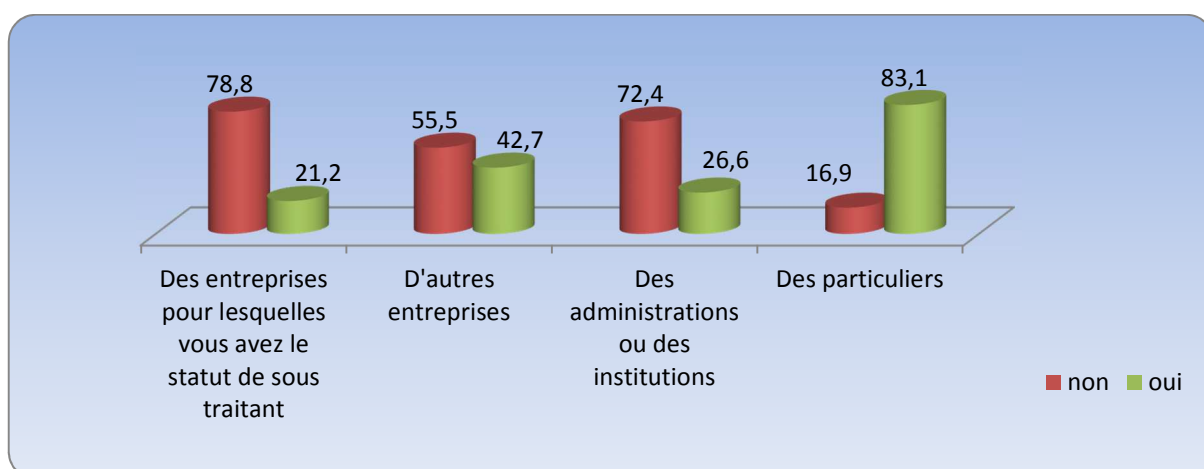
Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

2.2.3. Principaux clients des entreprises industrielles

Près de 43% des entreprises déclarent que d'autres entreprises constituent leurs principaux clients ; les administrations publiques ou les institutions sont les principaux clients de 26,6% des entreprises. Quant aux particuliers, ils constituent la principale clientèle pour 83,1% des entreprises.

En outre, 21,2% des entreprises ont pour principaux clients des entreprises pour lesquelles elles ont le statut de sous-traitant.

Graphique 7 : Principaux clients de l'industrie (en %)



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

2.3. Qualité de la production de l'industrie sénégalaise

L'analyse de la qualité de la production s'effectuera à travers la connaissance des normes de production ainsi que les bonnes pratiques, le savoir-faire et l'utilisation des nouvelles technologies de production.

2.3.1. Connaissance des normes et bonnes pratiques de production au Sénégal

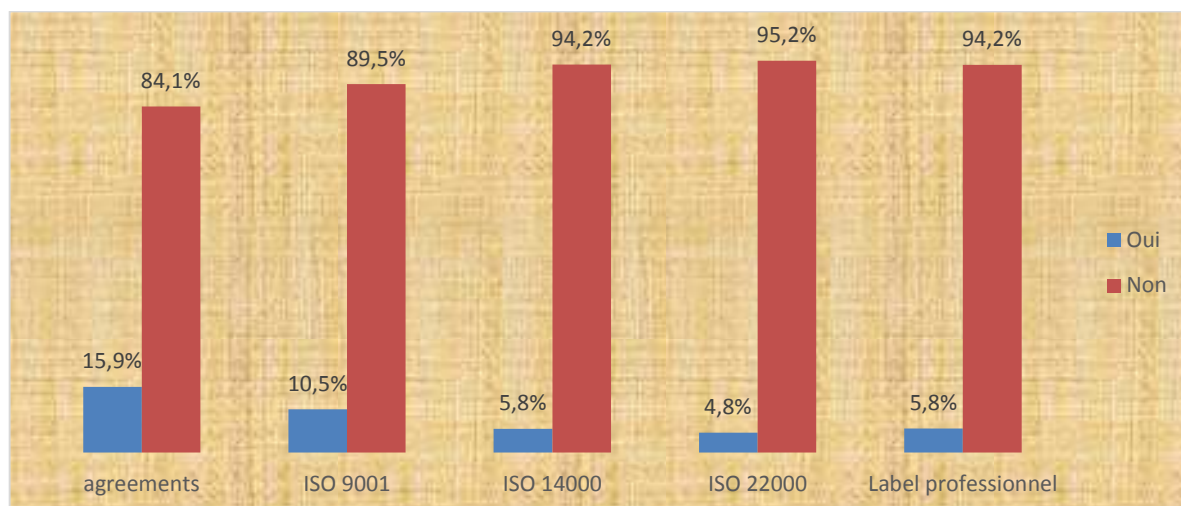
La maîtrise des normes de production est très importante pour une bonne mise en œuvre des politiques environnementales et permet ainsi d'améliorer la qualité du produit industriel. Dans le secteur de l'industrie, 30,6% des entreprises n'ont aucune connaissance des normes de production.

De plus, 34,5% des entreprises industrielles n'ont aucune connaissance des bonnes pratiques de fabrication, d'hygiène et de la démarche HACCP. Le niveau de méconnaissance devrait inciter les autorités publiques à promouvoir davantage les bonnes pratiques dans le secteur industriel.

2.3.2. Distinctions, agréments, certifications et labels des entreprises

Des distinctions, agréments, certifications et labels sont quelquefois délivrés aux entreprises. Ce qui présage un niveau de qualité dans la production des industries tout en encourageant les autres unités à perfectionner leurs méthodes de production. Ainsi, la démarche qualité devient de plus en plus une préoccupation dans l'industrie. Il ressort des résultats de l'enquête que 15,9 % des industries du secteur moderne ont obtenu des distinctions, certifications ou labels. Parmi les entreprises distinguées, 10,5% ont été certifiées ISO9001, 5,8% certifiées ISO 14001, 4,8% détiennent la certification ISO22000 et 5,8% disposent d'un label professionnel.

Graphique 8 : Obtention des distinctions, certificats et labels (en %)



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

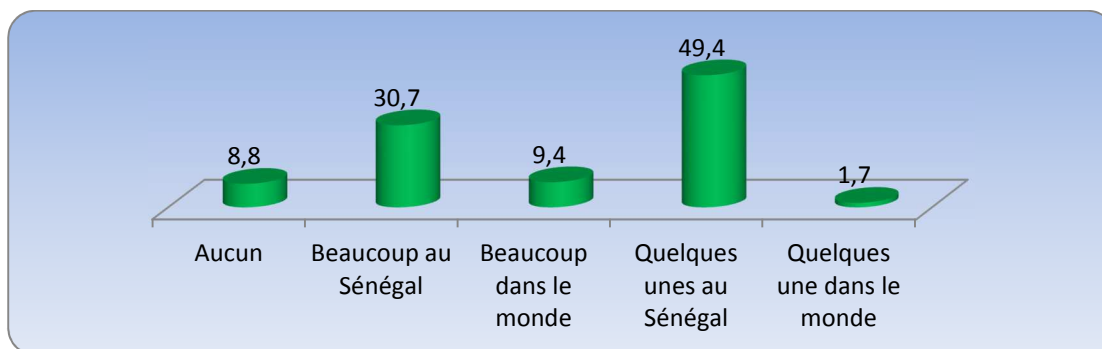
2.3.3. Technologie de production

La technologie de production a été analysée à travers l'utilisation d'une licence étrangère, la comparaison avec les entreprises détenant le même niveau de savoir-faire ainsi que l'acquisition d'une nouvelle technologie.

Bien qu'évoluant sur le territoire sénégalais, certaines industries (10,3%) utilisent une technologie sous licence étrangère. Ce qui indique un relatif retard dans l'évolution technologique de l'industrie sénégalaise.

L'analyse du niveau de savoir-faire des entreprises révèle que les technologies de production utilisées s'avèrent être peu particulières. En effet, seulement 8,8% des entreprises déclarent avoir utilisé une technologie qui leur est propre. De plus, 1,7% des industries sénégalaises fonctionnent avec une technologie que quelques entreprises utilisent dans le monde tandis que 9,4% détiennent une technologie courante.

Graphique 9 : Niveau de détention du même savoir-faire par d'autres entreprises (en %)

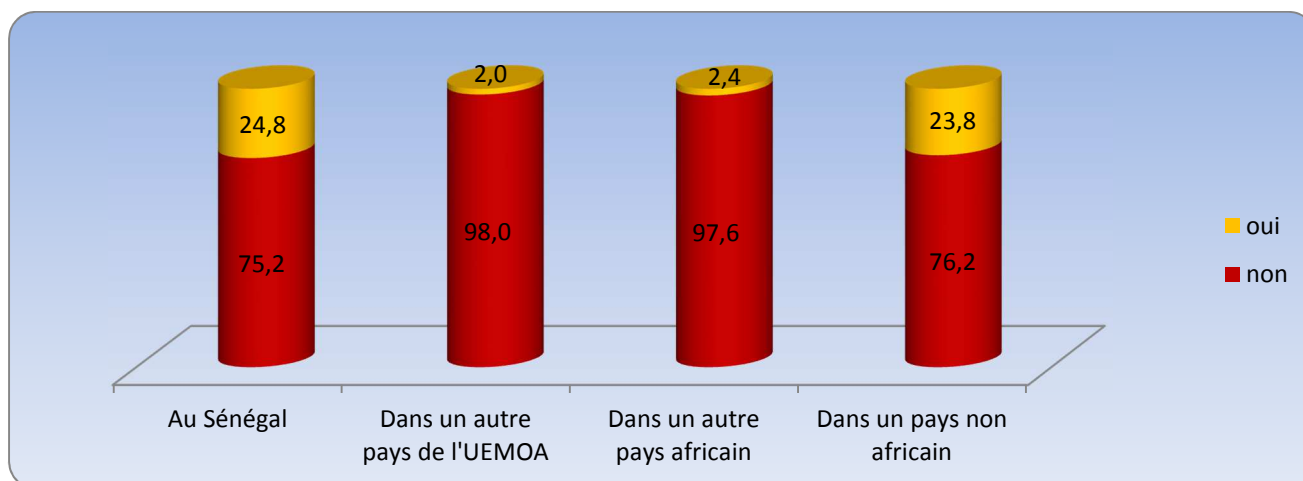


Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

A l'heure actuelle, l'accélération de l'innovation technologique incite les entreprises à renouveler de manière plus fréquente leurs équipements de production. En effet, cela leur permet de maintenir leur niveau de compétitivité et d'être en phase avec les exigences de la clientèle. A cet égard, seules 44,8% des entreprises ont déclaré avoir acquis de nouvelles technologies relatives à la transformation de leurs produits.

Parmi ces unités ayant acquis des technologies de production, 24,8% déclarent les avoir acquies au Sénégal tandis que 2,0% ont obtenu leurs équipements dans un autre pays de l'UEMOA. Ce résultat révèle un niveau de commerce intra-UEMOA assez faible. L'obtention de technologies de production dans un pays africain non membres de l'UEMOA (2,4%) est relativement plus élevée que celle intracommunautaire en dépit de la clause de libre circulation des biens et services dans la zone. Ce qui pourrait s'expliquer entre autres par un faible développement technologique au sein de la zone. Il ressort que l'importance de l'acquisition des technologies au Sénégal ne résulte pas d'une avancée technologique conséquente du pays mais plutôt d'importations d'équipements technologiques de production.

Graphique 10 : Lieu d'acquisition des nouvelles technologies (en %)



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

2.4. Environnement des affaires, agréments UEMOA et CEDEAO et relations avec les centres de recherche

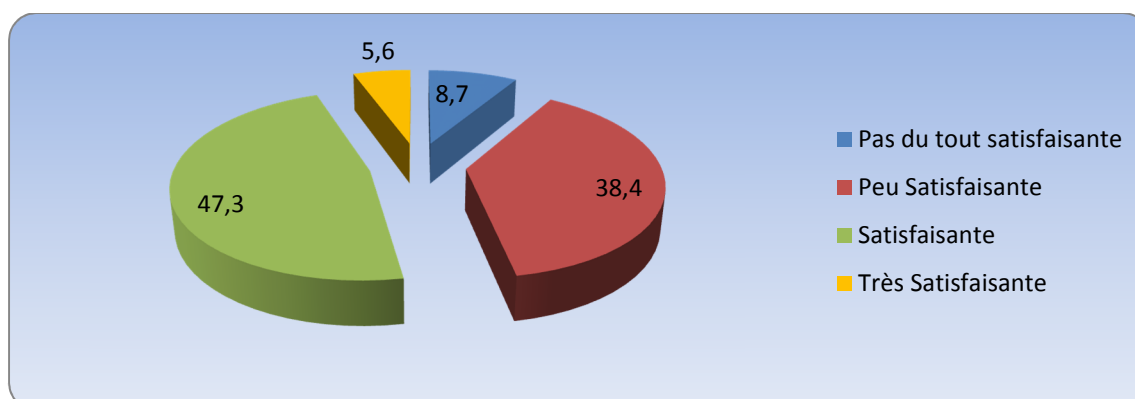
Dans cette section, il sera examiné l'environnement des affaires, les agréments UEMOA et CEDEAO et les relations avec les centres de recherche.

2.4.1. L'environnement des affaires

L'environnement des affaires dans lequel vit l'entreprise s'avère important et est généralement influencé, entre autres, par la stabilité politique et sociale du pays, la volatilité de certains prix ainsi que le taux de change. Il permet de se prononcer sur les opportunités et contraintes qui pourraient déterminer l'évolution des entreprises. Il ressort des résultats de l'enquête que 47,3% des industries sénégalaises sont satisfaites de l'environnement des affaires, 5,6% très satisfaites, 38,4% peu satisfaites et 8,7% pas du tout satisfaites.

Compte tenu de l'importance relative des entreprises qui jugent peu satisfaisant l'environnement des affaires, l'Etat devrait continuer à l'améliorer davantage afin d'impulser l'industrie sénégalaise et de favoriser les investissements directs étrangers (IDE).

Graphique 11 : Jugement du niveau de sécurité de l'environnement des affaires (en %)



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Si le climat des affaires s'avère déterminant dans l'évolution des entreprises, l'environnement physique occupe toutefois une place non négligeable surtout au moment où la recherche d'un développement durable est en plein essor. A ce titre, une bonne partie des industries (63,1%) dispose d'un quitus environnemental.

2.4.2. Détention d'agréments régionaux et nationaux

Dans le cadre des conventions communautaires, des politiques industrielles sous régionales et régionales sont mises en œuvre afin de soutenir l'industrie des différents pays signataires. A cet égard, au niveau national, des agréments UEMOA et CEDEAO sont délivrés aux industriels. Cependant, peu d'entreprises (17,7%) disposent d'un agrément UEMOA ou CEDEAO. Cette situation devrait occasionner un renforcement des politiques industrielles de ces organisations pour une meilleure prise en compte des particularités du tissu industriel de chaque pays.

Des certificats d'exportations sont également délivrés aux industries pour leur permettre d'élargir leurs possibilités d'offre de biens et par ricochet d'être plus compétitives au niveau mondial. Près d'un cinquième (19,6%) des entreprises disposent de certificats d'exportations. La faiblesse du niveau de détention des certificats d'exportation doit être jugulée par une meilleure politique commerciale qui favorise davantage l'ouverture de l'économie sénégalaise et sa compétitivité tout en permettant de les protéger contre la forte concurrence vis-à-vis des firmes étrangères.

Au-delà des agréments et des certificats d'exportations, le Ministère de l'industrie délivre des attestations qui ont bénéficié à 17,2% seulement des industries. Il s'avère donc nécessaire d'encourager et d'élargir la politique de certifications des entreprises industrielles du Sénégal.

2.4.3. Relations des entreprises avec les centres de recherche

La recherche et développement occupent une place prépondérante dans la croissance du PIB. Au niveau microéconomique, les entreprises entretiennent des relations avec les centres de recherche afin d'améliorer leurs produits et innover dans les domaines dans lesquels elles évoluent. A ce titre, elles peuvent utiliser les produits de la recherche et participer au financement de celle-ci.

En 2015, seulement 8,7% des entreprises ont entretenu des relations avec les centres de recherche. Un niveau qui révèle la faiblesse des activités de recherche dans les entreprises et par ricochet l'innovation dans l'industrie sénégalaise. Parmi les entreprises ayant des relations avec les centres de recherche, plus de la moitié (52,3%) utilisent leurs produits. Toutefois, un peu plus du quart (26,2%) bien qu'ayant des relations avec les centres de recherche n'utilisent pas les résultats de recherches de ces derniers.

Pour le financement de la recherche, seulement un cinquième (20,5%) des entreprises qui entretiennent des relations avec les centres de recherche y contribuent.

Il s'avère important que des politiques d'accompagnement soient soutenues par l'Etat afin d'encourager la recherche et développement dans le secteur industriel ainsi que l'innovation.

2.4.4 Analyse multidimensionnelles des conditions d'activités

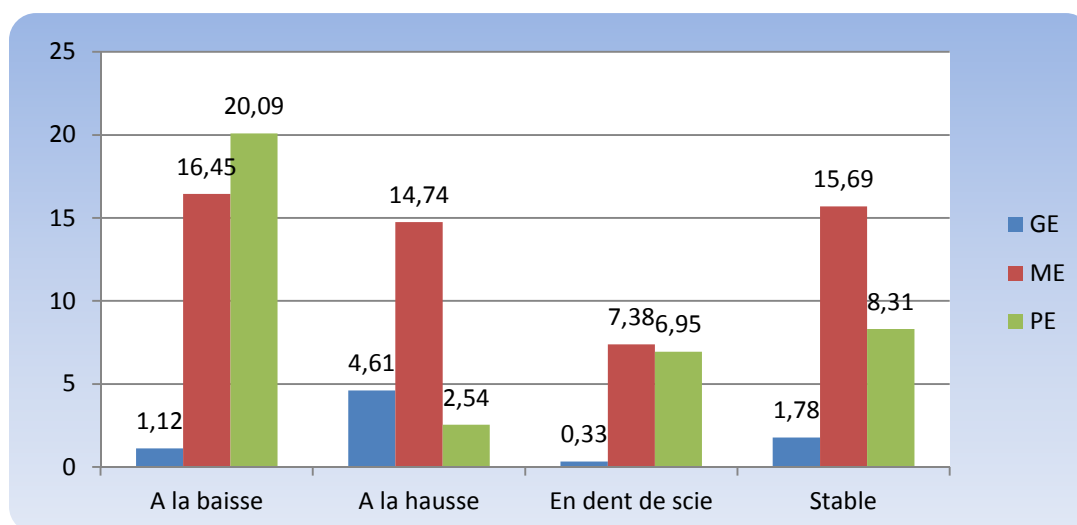
Bien que l'analyse descriptive traditionnelle regorge d'éléments d'interprétation assez pertinents et offre une première vue sur les caractéristiques des conditions d'activités des entreprises, l'étude multidimensionnelle permet de ressortir des interactions simultanées plus approfondies. Il apparaît ainsi que les entreprises sous contrôle étranger sont satisfaites de l'environnement des affaires et entretiennent généralement des relations avec les centres de recherche. Elles connaissent relativement bien les normes de production ainsi que les bonnes pratiques d'hygiène et la démarche HACCP et sont satisfaites de leurs lieux d'implantation.

A l'inverse, les entreprises familiales ne sont pas trop en phase avec les normes de production et les bonnes pratiques de fabrication, d'hygiène et la démarche HACCP. Ainsi, elles n'ont pas cherché de quitus environnemental et n'ont pas acquis de nouvelles technologies en 2015.

Section 3 : INVESTISSEMENT, CHIFFRE D’AFFAIRES, VALEUR AJOUTEE ET MAIN D’ŒUVRE DES INDUSTRIES

L’analyse de l’évolution du chiffre d’affaires sur les trois dernières années révèle que près du tiers des entreprises du secteur industriel ont enregistré une baisse de cet indicateur et seulement 22% l’ont vu augmenter. Il est resté stable pour près de 25% des entreprises. Quant au reste des entreprises de ce secteur, leur chiffre d’affaires a évolué en dents de scie. Cette baisse du chiffre d’affaires a concerné principalement les petites entreprises, tandis que la hausse est imputable à l’augmentation du chiffre d’affaires des moyennes entreprises comme l’illustre la figure ci-dessous.

Graphique 13 : Evolution du chiffre d’affaire selon la taille des entreprises (en %)



Source : Enquête sur l’état des lieux de l’industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Il est noté également qu’en termes de branches d’activités, le secteur des industries d’oléagineux est plus concerné par la baisse du chiffre d’affaires tandis que la hausse est plus marquée dans la métallurgie.

Pour l’année 2015, plus de 65% des entreprises industrielles ont réalisé la totalité de leur chiffre d’affaires à l’intérieur du pays et moins de 1% à l’extérieur. De même, environ 90% des entreprises font la moitié de leur chiffre d’affaires à l’intérieur du pays.

La production vendue à l’intérieur du pays est principalement achetée par les ménages. En effet, plus de 35% des entreprises vendent entièrement leur production aux ménages. Par ailleurs, pour plus de 45% des entreprises, plus de la moitié de la production est destinée aux ménages.

En matière de recherche et développement, un petit nombre d’entreprises s’est investi dans ce domaine. En effet, plus de 85% des entreprises du secteur de l’industrie n’ont réalisé aucune activité allant dans ce sens pendant l’année 2015. Il s’agit principalement des moyennes entreprises qui font de la recherche et développement (55,0%). Pour les entreprises qui réalisent des activités de

recherche et développement, la part du chiffre d'affaires qui y est consacrée est faible. Seuls 8% consacrent plus de 10% du chiffre d'affaire à la recherche et développement.

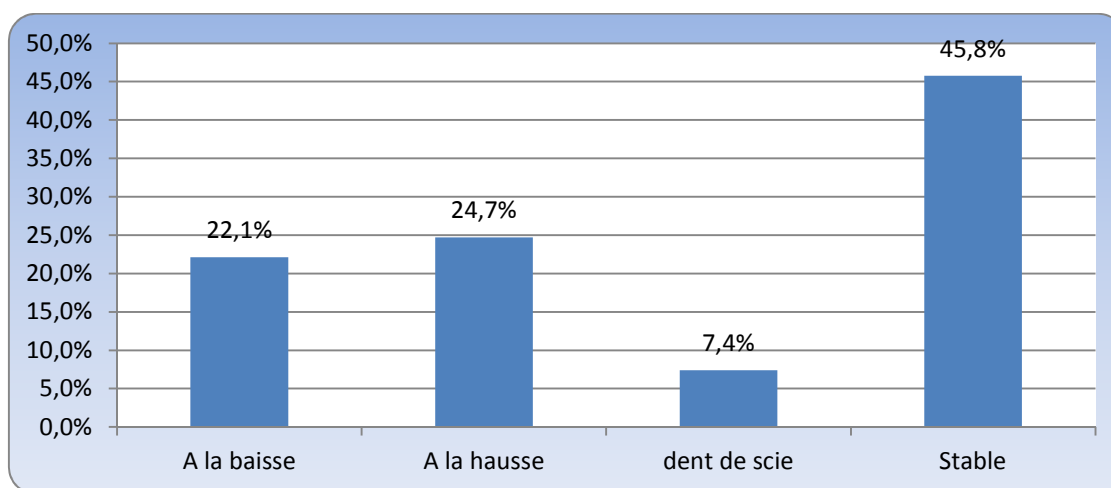
Environ 15% des entreprises rencontrent des difficultés pour bien mener leur projet d'innovation. La principale cause de ces difficultés est financière. En effet, plus de 75% des entreprises déclarent ne pas aller jusqu'au bout de leur projet d'innovation à causes de difficultés financières. Un accès à un financement accompagné d'un suivi pourrait donc améliorer les pratiques des entreprises en matière d'innovation.

Plus de 70% des entreprises du secteur de l'industrie n'ont consacré aucune part de leur chiffre d'affaires aux activités publicitaires et de marketing en 2015. Une faible proportion des entreprises (soit 4%) consacrent plus de 10% de leur chiffre d'affaires à la publicité.

Près de la moitié des entreprises ont eu à réaliser des investissements dans le cadre de leurs activités pour l'année 2015. Parmi ces dernières, on retrouve principalement les moyennes entreprises. Ces investissements sont en majorité des investissements de remplacement, d'expansion, de modernisation et un peu moins d'investissements stratégiques.

Durant les trois dernières années, 22,1% des entreprises ont connu une baisse des investissements contre 24,7% ayant enregistré une hausse.

Graphique 14 : Evolution de l'investissement



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Quant au niveau d'exploitation de l'appareil productif, il est resté au moins stable pour près de 70% des entreprises. Plus de 60% des entreprises utilisent plus de 50% de leur capacité de production.

En termes d'effectifs salariés, 39% des entreprises du secteur de l'industrie ont un effectif compris entre 10 et 50 salariés, un peu plus de 35% ont un effectif inférieur à 10. La proportion d'entreprises employant un effectif salarié compris entre 100 et 500 est de 10%. Les entreprises employant plus de 500 salariés font moins de 3%.

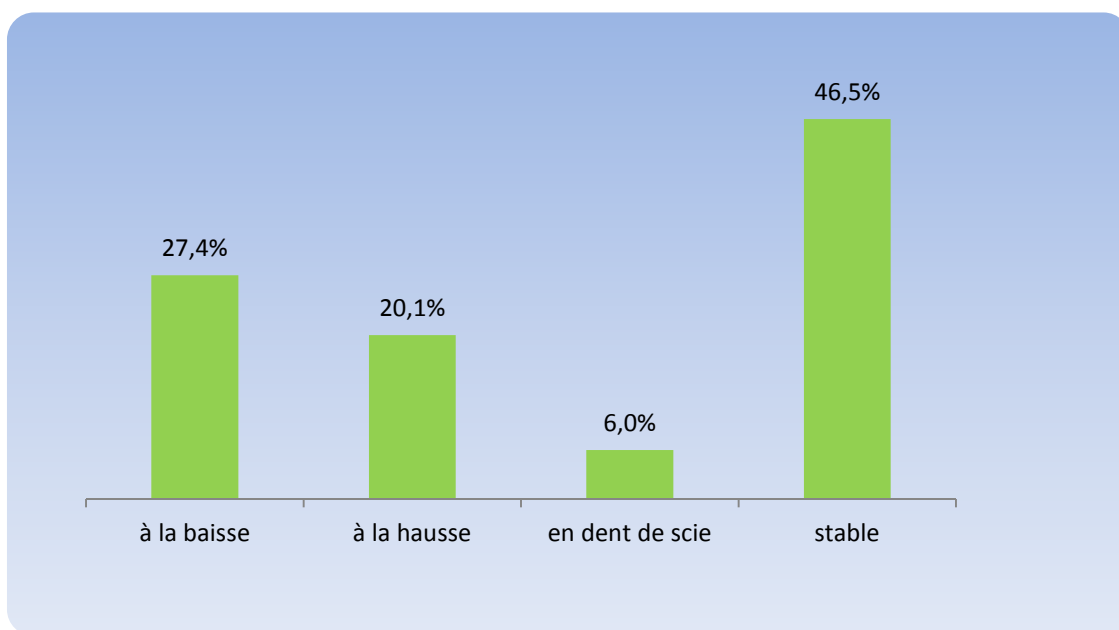
Les effectifs sont restés stables pour plus de 48% des entreprises sur les trois dernières années. Ils ont évolué à la hausse pour 25% des entreprises contre 20% pour lesquelles le nombre de salariés a baissé.

Concernant la qualification du personnel, plus de 55% des entreprises emploient au moins un cadre supérieur. Des cadres moyens, des techniciens supérieurs des ouvriers et des travailleurs saisonniers sont également employés mais avec un taux plus élevé pour les techniciens supérieurs et plus faible pour les travailleurs saisonniers.

Pour l'année 2015, le personnel de plus de 90% des entreprises du secteur de l'industrie n'a pas bénéficié de formations pour le renforcement des capacités.

Durant les trois dernières années, la valeur ajoutée est restée au moins stable pour plus de 66,6% des entreprises du secteur de l'industrie. Sur l'ensemble des unités, 20,1% ont connu une hausse de leur valeur ajoutée contre 27,4% ayant connu une baisse.

Graphique 15 : Evolution de la valeur ajoutée

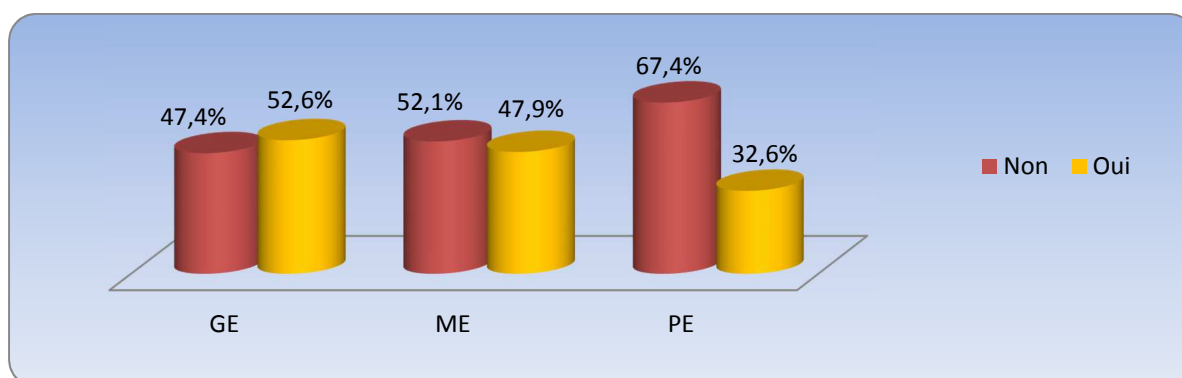


Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Section 4 : BESOIN DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Dans le cadre de leurs activités, les entreprises font face à des besoins de financement. Les résultats montrent que 42,5% d'entre elles ont recherché un financement, notamment les grandes entreprises (52,6%) et les moyennes entreprises (47,9%). S'agissant des branches d'activité, cette part est plus élevée dans les industries laitières (69,0%) suivies des industries de textiles (63,2%). Cependant, les industries extractives et les industries de boisson font moins recours au financement bancaire avec des parts respectives de 13,3% et 19,1%.

Graphique 16 : Demandes de financement des entreprises selon la taille



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

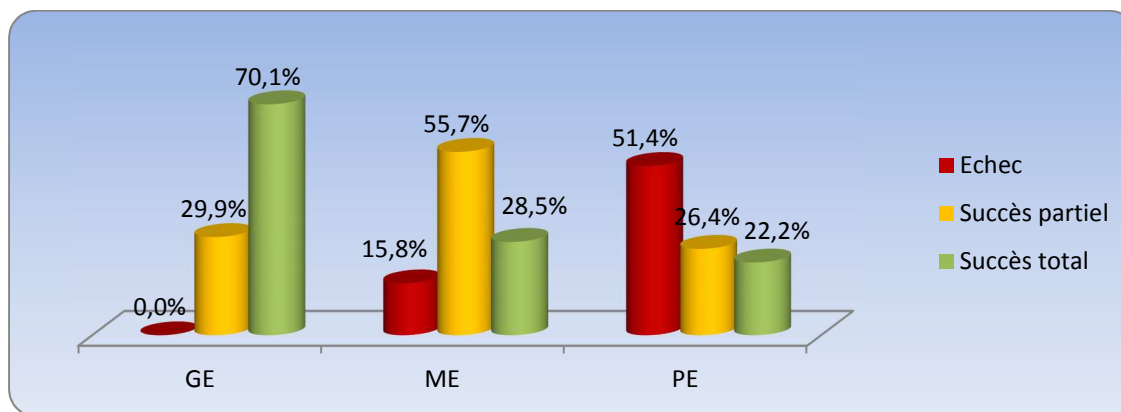
Parmi les entreprises qui ont recherché un financement, 77,3% l'ont effectué pour des besoins d'investissement matériel, constitué des dépenses portant sur les machines, les bâtiments, etc. Ceci s'explique par le fait que ce type d'investissement demande souvent beaucoup de moyens financiers.

Des entreprises qui ont recherché du financement, 13,4% ont investi dans la recherche et développement, le marketing ou l'innovation. Ce qui montre que les entreprises font rarement recours au financement pour l'investissement immatériel.

En outre, les résultats de l'étude montrent que 51,1% des entreprises ont recherché du financement pour faire face à leur besoin de trésorerie.

Les recherches de financement des entreprises aboutissent dans la majorité des cas. Les résultats de l'enquête renseignent qu'en effet 75,4% des entreprises ayant recherché un financement ont eu un succès (total ou partiel). Selon la taille, les grandes entreprises ont enregistré dans l'ensemble des succès dans leur recherche de financement. Parmi les moyennes entreprises, 84,2% ont eu un succès. Pour les petites entreprises, 48,6% ont obtenu un succès dans la recherche de fonds.

Graphique 17 : Résultats de la recherche de financement selon la taille de l'entreprise



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Pour 50,1% d'entre elles, le financement est obtenu par un découvert bancaire, et par une ligne de crédit pour 31,9%. Il faut cependant signaler le faible taux d'entreprises qui ont acquis un financement par crédit-bail (5,7%).

L'essentiel du financement des entreprises (87,7%) provient des banques commerciales.

Certaines entreprises (57,5%) n'ont pas fait de démarches pour obtenir un financement. L'une des raisons principales est qu'elles disposent d'un capital suffisant (50,6%). Parmi les entreprises enquêtées, 23,2% trouvent les demandes de crédit complexes alors que pour 20,7% d'entre elles, les taux d'intérêt ne sont pas favorables.

Section 5 : ATOUTS ET OPPORTUNITES, CONTRAINTES ET MENACES

Le contexte morose et les mutations en cours rendent les stratégies des unités industrielles plus complexes à appréhender. Dans ce cadre, il était important d'interroger les entreprises industrielles sur les forces et opportunités d'une part et d'autre part sur les faiblesses et menaces ainsi que les domaines dans lesquels ces contraintes sont les plus accentuées pour renforcer l'industrie sénégalaise.

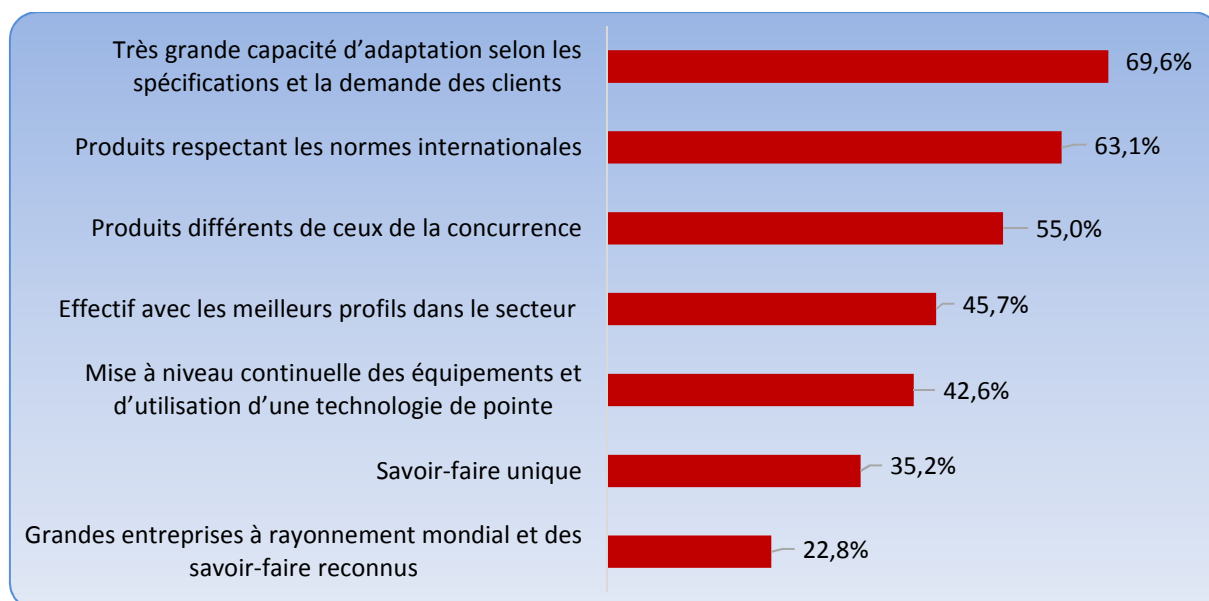
5.1. Forces de l'industrie

La première force citée par les industriels est leur très grande capacité d'adaptation à la demande de l'économie. Ce critère évoqué par 69,6% des industriels traduit leur volonté à satisfaire la demande globale. Le respect des normes internationales qui est un critère déterminant dans la compétitivité industrielle, constitue la seconde force. Près de deux tiers des entreprises sénégalaises (63,1%) respectent ce critère qui leur permet d'être compétitif tant sur le marché local qu'international.

L'industrie sénégalaise offre des produits différents de ceux de la concurrence (55,0%) pour accroître ses parts de marché et dispose d'effectifs avec les meilleurs profils dans leur domaine (45,7%). Comme la qualité de la main d'œuvre est un indicateur déterminant dans le processus de production industriel, leur savoir-faire pourrait déboucher sur la levée de verrous technologiques et sur le développement d'applications industrielles à forte valeur ajoutée. Par ailleurs, le tissu industriel suit la pointe de la technologie avec 42,6% des entreprises qui font une mise à niveau continue des équipements de production et de leurs utilisations.

Toutefois, avec 22,8% des industriels déclarant être de notoriété mondiale, le tissu industriel ne dispose pas d'assez d'unités ayant un savoir-faire reconnu. De plus, il se concentre essentiellement sur des produits alimentaires qui occupent 42,5% du secteur suivi de l'industrie d'édition, d'imprimerie et de production, et de l'industrie du travail des métaux. Ces trois sous-secteurs totalisent plus de 57% des entreprises de l'industrie formelle sénégalaise, les industries diverses étant très peu représentées avec 4,2% de l'ensemble.

Graphique 18 : Forces des entreprises industrielles



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

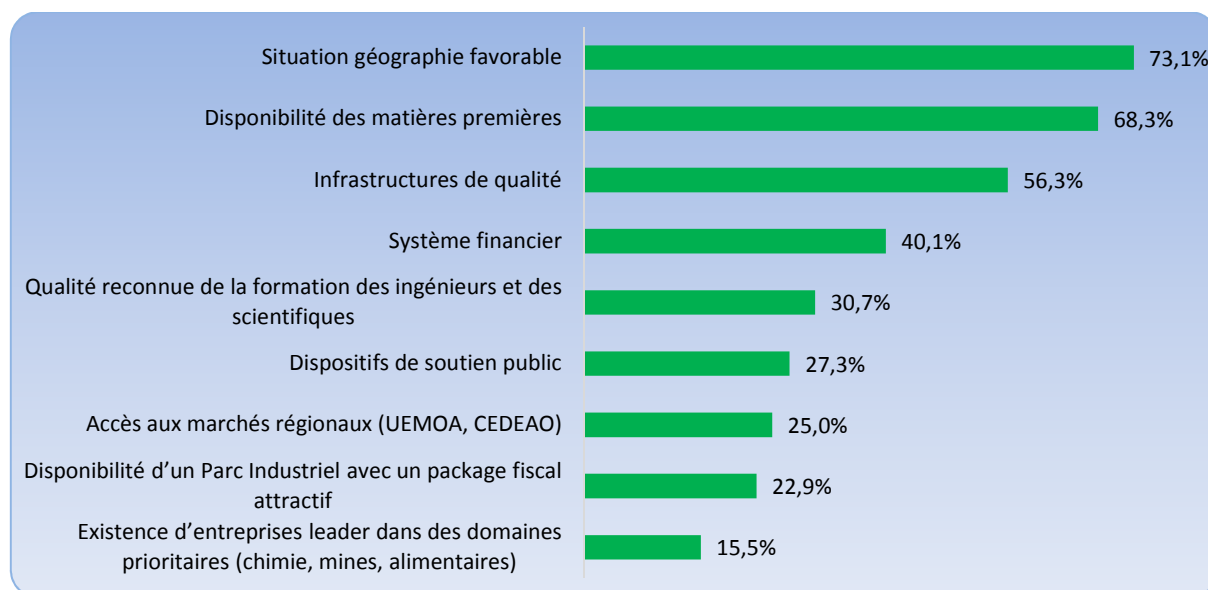
5.2 Opportunités de l'activité industrielle

Citée par 73,1% des industriels, la situation géographique du pays est le premier avantage de l'industrie sénégalaise et profite largement au secteur. La chaîne des valeurs déterminant la capacité de l'industrie à obtenir un avantage concurrentiel, la disponibilité de matières premières est citée par 68,3% des entreprises comme étant une grande opportunité dans l'activité industrielle.

Le niveau des infrastructures sénégalaises est apprécié pour leur qualité par 56,3% des industriels du secteur. La qualité des infrastructures contribue à l'amélioration de la chaîne des valeurs du secteur et l'accès à une énergie électrique de qualité à un prix compétitif est un atout important, notamment pour les industries de process.

En tant que moteur du développement économique, le système financier est également présenté comme une opportunité. Evoqué par 40,1% des chefs d'entreprises, une orientation politique en faveur de l'innovation accompagnée d'un effort financier important pourrait être nécessaire à la redynamisation du tissu industriel sénégalais.

Graphique 19 : Opportunités de l'activité industrielle



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

L'industrie sénégalaise jouit aussi de la qualité et de l'excellence des ingénieurs et scientifiques. En effet, 30,7% des entreprises profitent de l'expertise reconnue des ingénieurs industriels. Les dispositifs de soutien public qui attestent de l'intérêt soutenu des Pouvoirs publics et des collectivités territoriales pour l'industrie sont bien perçus par les industriels. Ces derniers déclarent pour 27,3% d'entre eux que l'aide publique de l'Etat est en phase avec les enjeux du secteur de l'industrie. L'existence de parc avec une fiscalité attractive est évoquée par 22,9% des industries sénégalaises comme étant une opportunité pour leur activité. De plus, trois entreprises sur vingt (15,5%) sont leader dans des domaines prioritaires tels que les mines et l'alimentaire.

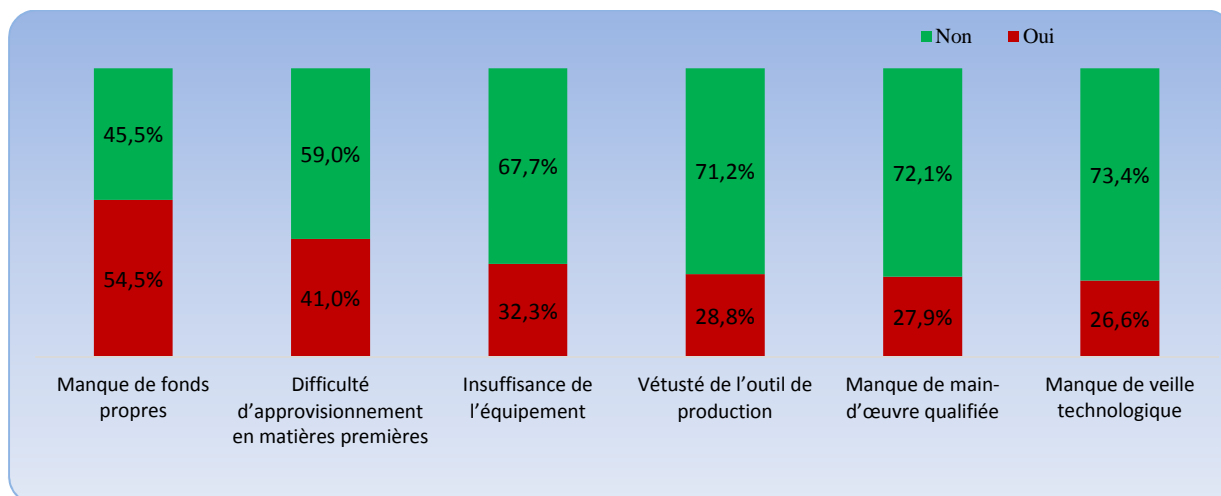
5.3 Faiblesses de l'industrie

Le tissu industriel sénégalais qui dispose de formidables atouts reste néanmoins morcelé pour pouvoir disposer d'un effet de levier favorable face à la concurrence à l'échelle mondiale. Ainsi, la question des fonds propres reste un enjeu important pour renforcer la capacité des entreprises à investir. Le manque de fonds propres est évoqué comme un problème important de l'industrie sénégalaise. Un peu moins de onze sur vingt (54,5%) des chefs d'entreprises l'ont évoqué comme une faiblesse de leur activité. Elle limite ainsi la capacité d'investissement et par conséquent d'approvisionnement des entreprises en intrants et ralentit par ricochet la chaîne de production.

Les chefs d'entreprises déclarent, pour 41,0% d'entre eux, rencontrer des difficultés dans l'approvisionnement en intrants de production et un peu moins du tiers des industriels (32,3%) déplore l'insuffisance d'équipements de pointe dans l'accompagnement de leur activité. L'industrie sénégalaise subit un appauvrissement d'une main d'œuvre qualifiée dans 27,9% des entreprises. Cela constitue un choc à l'innovation industrielle. Le manque de veille technologique (respectivement la vétusté de l'outil de production) est considéré par un peu plus du quart des chefs

d'entreprises (26,6%) ; (28,8% respectivement) comme étant une faiblesse dans l'exercice de leur activité.

Graphique 20 : Faiblesses de l'activité industrielle



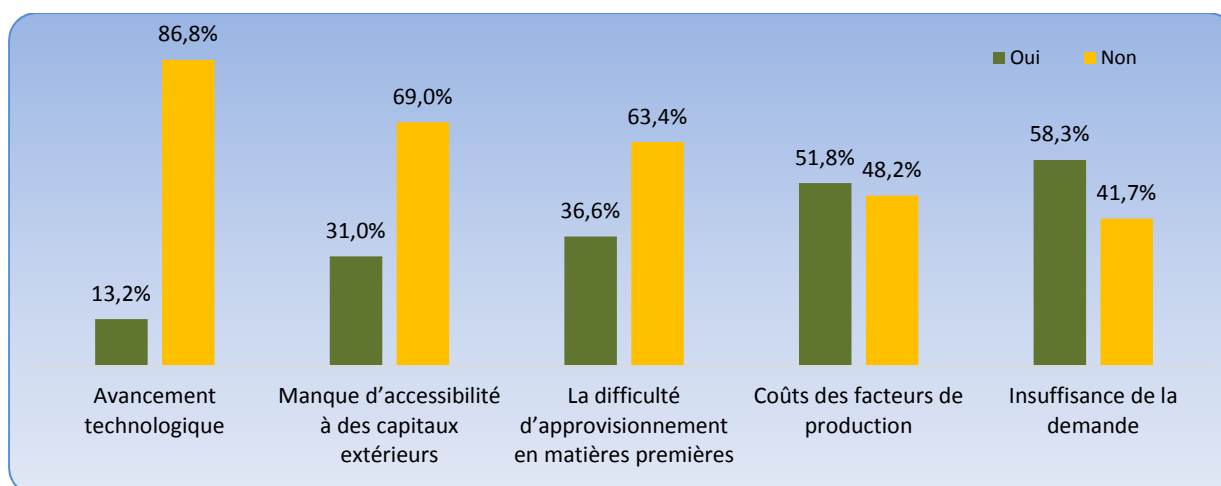
Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

5.4 Contraintes de l'industrie

L'insuffisance de la demande est citée comme la première contrainte de l'industrie sénégalaise. Elle constitue un frein à l'activité industrielle pour 58,3% des industries sénégalaises.

Le coût des facteurs de production est évoqué par 51,8% des industriels comme une contrainte majeure de l'activité industrielle. En effet, les prélèvements des entreprises frappent très majoritairement les facteurs de production en particulier le travail.

Graphique 21 : Contraintes de l'activité industrielle au Sénégal



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

La difficulté d'approvisionnement en matières premières est citée par 36,6% des entreprises comme l'une des contraintes dans la chaîne des valeurs industrielles. Par ailleurs, le manque d'accessibilité à des capitaux extérieurs constitue pour 31,0% des industriels un frein à l'investissement et ralentit la production.

L'avancement technologique corrélé à la faiblesse des moyens constituent une contrainte pour 13,2% des entreprises industrielles.

La grande majorité des entreprises sénégalaises sont de petites entreprises qui ne disposent pas de la taille critique suffisante pour aborder des marchés mondiaux. Avec 24,9% des entreprises qui accèdent aux marchés de la zone UEMOA et ou CEDEAO, c'est un peu moins du quart du secteur qui exportent à l'étranger et participent aux échanges.

Les mêmes contraintes se retrouvent dans toutes les branches de l'industrie mais à des niveaux différents. La métallurgie, le travail des métaux et les industries diverses déplorent l'insuffisance de la demande pour 65,6% des entreprises, la difficulté d'approvisionnement en matières premières (+53,1%) et le manque d'accès aux capitaux extérieurs. L'industrie du bois, du papier et de l'imprimerie qui fait 13,9% du tissu industriel formel évoque l'insuffisance de la demande pour plus de trois quart des entreprises et le coût élevé des facteurs de production pour une entreprise sur deux.

Les principales contraintes de l'industrie des oléagineux, de produits amylacés, du travail de grains et des pâtes alimentaires qui occupe une place de choix dans l'industrie sénégalaise avec 33,8% des entreprises sont l'insuffisance de la demande (+62,0%), le coût des facteurs de production (+56,5%), la difficulté d'approvisionnement en matières premières (+31,5%) et le manque d'accès aux capitaux extérieurs (+13,0%). Or, l'accélération de la croissance requiert l'utilisation d'une technologie de pointe, et un système d'approvisionnement en intrant efficace.

Pour l'abattage, la transformation et la conservation des viandes et poissons, les contraintes les plus ressenties sont les difficultés d'approvisionnement en matières premières (92,3%), l'insuffisance de la demande (46,2%) et l'accès aux capitaux extérieurs (40,0%).

Concernant les industries textiles, elles sont plus touchées par l'insuffisance de la demande (57,1%) et les coûts des facteurs de production (50,0%).

Quant à l'industrie de fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et de matériaux de construction, elle est celle qui présente le plus de contraintes. En effet, les cinq principales contraintes de l'industrie se retrouvent dans ce secteur à des niveaux substantiels.

Tableau 5 : Contraintes des industries par branche d'activité

Branches	Pourcentage	Insuffisance de la demande	Difficulté d'approvisionnement en matières premières	Difficulté d'accès aux capitaux extérieurs	Coût des facteurs de production	Avancée technologique
INDUSTRIES EXTRACTIVES	4.4%	14.3%	14.3%	0.0%	0.0%	100.0%
ABATTAGE, TRANSFORMATION ET CONSERVATION DES VIANDES ET POISSONS	4.7%	46.2%	92.3%	40.0%	20.0%	40.0%
INDUSTRIES DES BOISSONS	2.4%	60.0%	40.0%			
INDUSTRIES TEXTILES ET HABILLEMENT	2.8%	57.1%	14.3%	0.0%	50.0%	0.0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	4.8%	46.7%	40.0%	50.0%	33.3%	33.3%
INDUSTRIES DU CAOUTCHOUC ET PLASTIQUES	4.8%	45.0%	60.0%	33.3%	77.8%	0.0%
FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES ET DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	2.5%	80.0%	60.0%	66.7%	66.7%	33.3%
ENERGIE	4.9%	38.5%	23.1%	14.3%	42.9%	0.0%
INDUSTRIES LAITIÈRES, TRANSFORMATION DE FRUITS ET LEGUMES ET FABRICATION D'AUTRES PRODUITS ALIMENTAIRES	5.3%	33.3%	55.6%	42.9%	57.1%	0.0%
INDUSTRIES DES OLEAGINEUX, DE PRODUITS AMYLACÉS, TRAVAIL DE GRAINS ET PÂTES ALIMENTAIRES	33.8%	62.0%	31.5%	13.0%	56.5%	0.0%
INDUSTRIE DU BOIS DU PAPIER ET DE L'IMPRIMERIE	13.9%	78.6%	35.7%	20.0%	50.0%	0.0%
MÉTALLURGIE ET TRAVAIL DES MÉTAUX ET INDUSTRIES DIVERSES	15.7%	65.6%	53.1%	42.9%	28.6%	0.0%

Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

5.5 Domaines où les contraintes sont les plus fortes

Les contraintes sont plus fortes dans des domaines tels que la concurrence (67,8%), les coûts des matières premières (58,1%), les réglementations (31,9%) et le partenariat financier (33,3%).

Parmi les difficultés principales liées à l'exportation de l'industrie sénégalaise sont évoquées la forte concurrence et le manque de compétitivité. En effet, 42,3% des chefs d'entreprise déclarent la concurrence comme une entrave à leur activité d'exportation. Le manque de compétitivité industrielle est souligné par un peu plus du dixième (10,2%) des industriels. La qualité des produits et les barrières linguistiques sont beaucoup moins évoquées comme contraintes à l'exportation de produits industriels.

La concurrence est fortement présente dans le marché local sénégalais. C'est plus de deux tiers des entreprises (67,1%) qui déclarent être menacées par des concurrents sur le marché intérieur.

Parmi les principaux obstacles à l'investissement industriel sont cités l'insuffisance du dialogue public/privé (45,7%), le coût du travail (39,6%) et l'environnement institutionnel (31,8%). Le régime de change cité par 19,7% des industriels ne constituent pas un obstacle majeur à l'investissement.

Le coût du travail dans l'industrie sénégalaise est jugé élevé par 39,6% des industriels. De plus, l'accès et le coût du financement déclarés par 66,8% des chefs d'entreprise ainsi que les infrastructures de qualité (25,4%) sont des freins à l'innovation industrielle. L'absence d'un secteur privé fort est en outre soulignée par 45,2% des industriels comme une entrave à la création de richesse.

Tableau 6 : Analyse SWOT

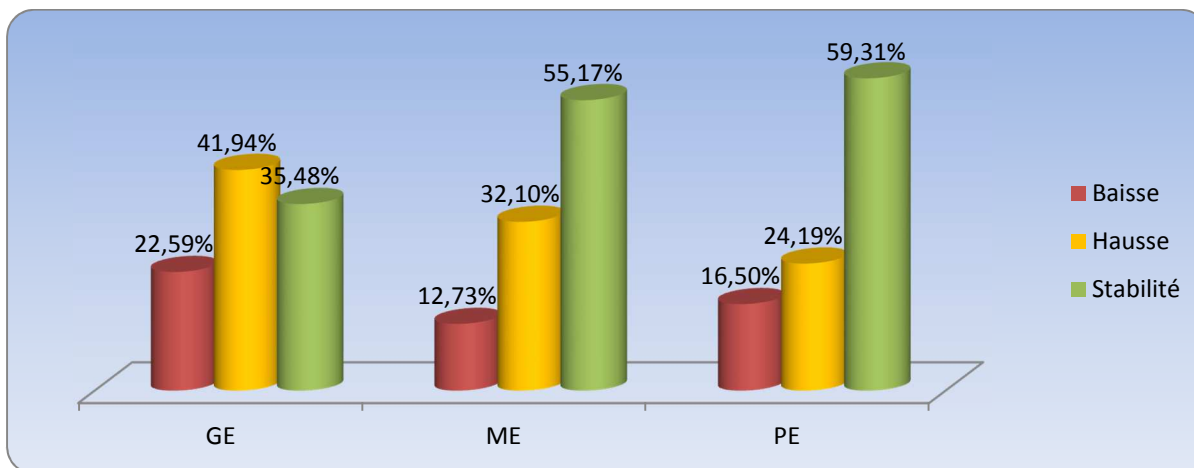
Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Très grande capacité d'adaptation selon les spécifications et la demande des clients ➤ Produits respectant les normes internationales ➤ Produits différents de ceux de la concurrence ➤ Effectif avec les meilleurs profils dans le secteur 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Manque de fonds propres ➤ Approvisionnement difficile en matières premières ➤ Insuffisance de l'équipement.
Opportunités	Contraintes
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Situation géographique favorable ➤ Disponibilité de matières premières ➤ Infrastructures de qualité ➤ Système financier innovant ➤ Qualité reconnue de la formation des ingénieurs et des scientifiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisance de la demande ➤ Coûts des facteurs de production ➤ Approvisionnement difficile en matières premières.

Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Section 6 : PERSPECTIVES

Les entreprises ont répondu à l'évolution de la situation de l'effectif des salariés, de l'investissement matériel, de la recherche et développement, du chiffre d'affaires et de leur avenir. Plus de la moitié (55,2%) des entreprises ont déclaré que l'effectif des salariés sera stable. Par ailleurs près d'un tiers ont estimé que leur effectif salarié sera en hausse alors que 14,9% pensent que cet indicateur sera en baisse. Cette situation s'explique par des perspectives de stabilité de l'effectif des salariés des petites entreprises et des moyennes respectivement de 59,31% et de 55,17%.

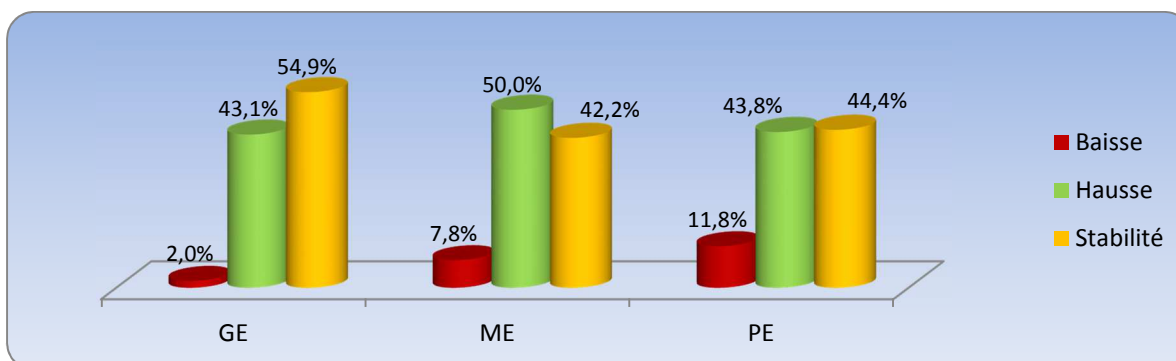
Graphique 22 : Evolution du chiffre d'affaires selon la taille des entreprises



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Pour ce qui est de l'investissement matériel, 47,1% estiment qu'il sera en hausse alors que 8,9% pensent qu'il sera en baisse. La proportion des entreprises qui déclarent que les investissements seront stables est de 44,0%. Cette proportion est loin d'être négligeable et conjecture une certaine stabilité de l'activité économique. Selon la branche d'activité, les industries du textile ont enregistré plus de déclarations à la hausse de l'investissement matériel (87,7%) suivies des industries de caoutchouc (60,7%). En outre, c'est dans la branche d'activité industrie extractive que la proportion d'unités qui déclarent que l'investissement matériel serait stable est plus importante soit 86,74%, suivie de la branche fabrication de matériaux de construction (64,18%).

Graphique 23 : Evolution de l'investissement matériel selon le secteur d'activités



Source : Enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal (ANSD – 2016)

Pour la recherche et développement qui entre dans le cadre des investissements immatériels, 38,7% des entreprises estiment que la situation sera stable. Les investissements en recherche et développement seront en hausse pour 25,5% des entreprises contre 12,3% qui disent qu'ils seront en baisse.

Les leviers pour développer le secteur industriel

Les entreprises ont aussi été interpellées pour identifier les leviers principaux qui pourront développer le secteur industriel.

1. Innovation

Sur l'ensemble des entreprises, 86,8% ont déclaré que l'innovation est un levier pour booster le secteur. La proportion d'entreprise qui considèrent que l'innovation peut dynamiser le secteur est plus élevée au niveau des petites entreprises avec 89,4%, suivies des moyennes (87,5%).

2. Amélioration des compétences et développement des savoirs

En ce qui concerne le levier « amélioration des compétences et développement des savoirs », 85,9% des entreprises ont déclaré qu'il pourrait accroître le secteur. Cette proportion est plus élevée pour les petites entreprises (90,6%), suivies de celle des moyennes (83,7%).

3. Renforcement de la structuration des filières industrielles

S'agissant du levier « structuration des filières industrielles », 83,7% des entreprises ont affirmé qu'il pourrait propulser le secteur. La proportion est plus élevée pour les entreprises de taille moyenne (91,5%) suivies de celles de petites tailles (82,4%). Pour les grandes entreprises, cette proportion est moyenne (55,2%).

4. Infrastructures de qualité

Parmi les leviers cités dans cette étude, celui qui est lié aux « infrastructures de qualité » a enregistré plus de réponses favorables. En effet, 89,5% des entreprises déclarent que ce levier pourrait accroître le secteur industriel. Ce qui montre l'importance de ce levier dans les politiques mises en œuvre pour le développement du secteur industriel.

RECOMMANDATIONS

Au vu des résultats de l'enquête et des principaux leviers d'action suggérés par les acteurs pour renforcer et/ou développer l'industrie, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

- accélérer le développement équilibré du territoire pour créer un marché favorable à l'implantation des industries ;
- renforcer la création de zones économiques spéciales dans l'ensemble du territoire ;
- encourager la recherche développement dans les industries ;
- renforcer les relations des industries avec les centres de recherche ;
- développer des stratégies pour avoir un secteur privé fort en général et de grands champions industriels en particulier;
- renforcer la BNDE pour mieux répondre aux besoins de financement des PMI ;
- renforcer les capacités des industriels dans l'intelligence économique ;
- renforcer la formation continue des travailleurs ;
- poursuivre la politique de réduction des coûts des facteurs de production ;
- poursuivre la politique de réalisation d'infrastructures de qualité ;
- limiter la forte concurrence des produits importés.

CONCLUSION

L'enquête sur l'état des lieux de l'industrie au Sénégal a été effectuée à partir d'un échantillon tiré de la base du Centre Unique de Collecte de l'Information (CUCI) qui répertorie les unités du secteur formel ayant déposé au moins une fois un état financier à l'ANSD. Il a été procédé à une stratification à deux degrés, avec au premier niveau un regroupement des entreprises suivant la taille (petite, moyenne et grande entreprise) mesurée par le chiffre d'affaires et au second selon les branches d'activités.

Il ressort de l'enquête que les industries sont essentiellement dirigées par les hommes (93,6%) et leur actionnariat est majoritairement détenu par les ménages sénégalais (49,6%). La plupart des entreprises (84,8%) sont gérées par leur propre propriétaire ou l'actionnaire principal. Les principaux motifs d'implantation des entreprises dans une localité sont la proximité avec les marchés visés (28,5%) et la localité où résident les membres fondateurs (18,3%). Elles ont généralement une satisfaction moyenne (64,6%) de leurs lieux d'installation. Par ailleurs, 69,4% des industries connaissent les normes de production au moment où 65,5% utilisent les bonnes pratiques de fabrication, d'hygiène et la norme HACCP. 44,8% des industries ont acquis de nouvelles technologies en 2015 et plus de la moitié (51,9%) sont au moins satisfaites de l'environnement des affaires. Toutefois, une faible relation avec les centres de recherche a été notée avec seulement 8,7% des entreprises.

Il a été également noté une relative hausse du chiffre d'affaires pour 22% des entreprises ; 24,7% des entreprises ont vu leur investissement augmenter ; une certaine stabilité des effectifs des entreprises (48%) et une stabilité de la valeur ajoutée d'au moins 66,6% des entreprises.

Au titre du besoin de financement, 42,5% des entreprises ont recherché un financement parmi lesquelles 75,4% ont obtenu un succès (total ou partiel) à travers un découvert bancaire pour 50,1% et une ligne de crédit pour 31,9% d'entre elles. A cet égard, le financement a été obtenu principalement par le biais des banques commerciales (87,7%).

Relativement à l'analyse SWOT, les industriels ont identifié la capacité d'adaptation, le respect des normes internationales, la qualité des produits et le profil des travailleurs comme leurs principales forces. La situation géographique, la disponibilité de matières premières, les infrastructures de qualité, le système financier et la qualité de la formation constituent les opportunités de l'industrie tandis que les faiblesses et les contraintes se résument au manque de fonds propres, aux difficultés d'approvisionnement en matières premières, à l'insuffisance de l'équipement et de la demande et au coût des facteurs de production.

En termes de perspectives, plus d'un tiers des entreprises ont prévu une hausse de leur effectif salarié et 25,5% envisagent un accroissement de leur investissement en recherche et développement. Les principaux leviers identifiés pour développer l'industrie sénégalaise sont ***l'innovation pour 86,8% des entreprises, l'amélioration des compétences et le***

développement des savoirs (85,9%), le renforcement de la structuration des filières industrielles (83,7%) et les infrastructures de qualité (89,5%).